

CUBA FRAPPEE PAR UN VIOLENT OURAGAN
CLASSE CATEGORIE 3 :

L'Algérie envoie 180 tonnes d'aides alimentaires

page 2



ED DIWAN



Quotidien national d'informations culturelles · Lundi 30 Janvier 2023 · Prix : 15 DA Tirage 2000

17EME CONFERENCE DES PARLEMENTS
DES PAYS MEMBRES DE L'OCI :

L'Algérie sonne l'unification de l'action parlementaire



page 3

Actualité



DECES DU MOUDJAHID
ET ARTISTE BOULIFA EL-HADI :

**Le président
de la République
présente
ses condoléances**

**Boughali reçoit
les présidents
des Parlements
arabe,
d'Azerbaïdjan
et du Tadjikistan**

**EXTENSION
DU TERMINAL
A CONTENEURS
DU PORT D'ORAN:
Impulser
une plus grande
dynamique
au mouvement
des marchandises**

« PROJET-HYBLA »

Sonatrach et Sasol vont produire de l'hydrogène en Italie

p3

DECES DU MOUDJAHID ET ARTISTE BOULIFA EL-HADI :

Le président de la République présente ses condoléances

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message de condoléances à la famille du moudjahid et artiste Boulifa El-Hadi, connu sous le nom d'El-Hadi Radjeb, décédé samedi à l'âge de 82 ans, dans lequel il a exprimé sa profonde tristesse suite à la disparition d'un des fondateurs de la troupe musicale du Front de libération nationale (FLN).

Le Président Tebboune a rendu hommage aux qualités du défunt qui "a lutté pour faire entendre la voix de l'Algérie et faire connaître sa cause au niveau international.

Il était aussi l'un des vaillants moudjahidine et artistes qui ont fait entendre la voix de la Révolution aux quatre coins du monde.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons".



CUBA FRAPPEE PAR UN VIOLENT OURAGAN CLASSE CATEGORIE 3 : L'Algérie envoie 180 tonnes d'aides alimentaires

Le Croissant-Rouge algérien procédera, aujourd'hui, à l'envoi de quelque 180 tonnes d'aides alimentaires à destination de Cuba, suite aux dégâts considérables provoqués, fin décembre dernier, par le passage d'un violent ouragan classé catégorie 3 par les spécialistes en météorologie. Le CRA a tenu à préciser que l'envoi de ces aides alimentaires a été décidé en application des instructions du président de la République,

Abdelmadjid Tebboune. Cette action de solidarité aura lieu ce matin à l'entrepôt des produits alimentaires sis dans la localité d'El Hamiz, à Alger, a-t-on précisé de même source. S'il est vrai que l'État frère de Cuba a appuyé l'Algérie y compris pendant la guerre de Libération et même après l'indépendance, comme l'a rappelé le communiqué du CRA, notre pays n'a ménagé aucun effort pour aider le gouverne-

ment et le peuple cubains, notamment dans le cadre du mouvement de libération de l'Amérique latine. C'est dire que les deux États et les deux peuples se sont mutuellement soutenus en diverses circonstances. L'Algérie est restée fidèle à cet engagement en réaffirmant par des gestes forts de solidarité son amitié historique à l'égard du peuple cubain. En novembre dernier, aux termes de la visite de travail qu'avait

effectuée le président cubain Miguel Diaz-Canel Bermudez en Algérie, le président Tebboune avait annoncé offrir à Cuba une centrale électrique photovoltaïque. Lors d'une conférence de presse qu'il a conjointement animée avec son homologue cubain, M. Tebboune avait également précisé que l'Algérie fournira Cuba en hydrocarbures, afin de réactiver les centrales électriques et éviter les coupures d'électricité.

17E CONFERENCE DES PARLEMENTS DES PAYS MEMBRES DE L'OCI : L'Algérie sonne l'unification de l'action parlementaire

C'est hier que s'est ouverte la 17e Conférence des parlements des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (UP-OCI) au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal (CIC).

Après la tenue d'intenses réunions des différents comités permanents de l'UP-OCI ces derniers jours ayant abouti à la formulation de nombreuses propositions, le temps est enfin venu pour leur adoption définitive.

À l'ordre du jour, une prise de position unique quant aux problématiques fondamentales et défis actuels que connaissent les pays de la nation islamique. Parmi eux, la

cause palestinienne, les outils et mécanismes de coopération entre parlements, la nécessité de la numérisation face aux enjeux actuels et l'élaboration d'une feuille de route afin de mettre en application les différentes recommandations élaborées par les comités.

Ce samedi, c'était au tour des comités permanents des affaires culturelles, juridiques et du dialogue des civilisations et des religions et celui des affaires économiques et de l'environnement de se réunir pour tenir leur 9e réunion.

L'association des secrétaires généraux des parlements, les femmes parlementaires musulmanes et le groupe asiatique se sont de même

réunis pour soumettre leurs propositions.

L'Algérie, a travers le SG du parlement, Foued Benslimane, a proposé lors de la 4e réunion de l'association des Secrétaires généraux des parlements des pays membres de l'OCI, une série de mesures visant à faciliter la communication, l'entraide, la coopération et l'échange d'expériences et de connaissances entre parlements des pays membres.

Les réunions préparatoires prennent fin

Les travaux de la 17ème Conférence de l'Union des conseils des

pays membres de l'Organisation de la Coopération islamique (UPCI), se sont ouverts hier à 15H00. Cette conférence est organisée par le Parlement algérien, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ayant pour thème « Le monde musulman et les enjeux de la modernisation et du développement », (Centre international des conférences « Abdelatif Rahal », CIC).

Les réunions préparatoires de la 17e UPCI ont pris fin, ce matin, sur la réunion générale des différentes commissions, indique l'envoyé spécial de la radio algérienne depuis le CIC.

Agrément à la nomination du nouvel ambassadeur d'Algérie auprès de la Principauté d'Andorre

Le Gouvernement de la Principauté d'Andorre a donné son agrément à la nomination de M. Saïd Moussi, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Algérienne Démocratique et Populaire auprès de la Principauté d'Andorre avec résidence à Paris, indique, dimanche, un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Com-

munauté nationale à l'étranger.

Agrément à la nomination du nouvel ambassadeur d'Algérie auprès de la République de Costa Rica

Le Gouvernement de la République de Costa Rica a donné son agrément à la nomination de M. Belkacem Belgaid, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Algérienne Démocratique et Popu-

laire auprès de la République de Costa Rica avec résidence à Mexico, indique, dimanche, un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

Et du nouvel ambassadeur d'Algérie auprès de la Principauté de Monaco

Le Gouvernement de la Principauté de Monaco a donné son

agrément à la nomination de M. Saïd Moussi, en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Algérienne Démocratique et Populaire auprès de la Principauté de Monaco avec résidence à Paris, indique, dimanche, un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

MEDIA SAHRAOUI :

Un convoi civil algérien cible de drones marocains

Un convoi de cinq camions algériens aurait été la cible samedi matin, de tirs de drones militaires marocains sur la route Tindouf-Zouerat, rapporte le media sahraoui Esahraoui. Selon la même source, trois des cinq camions auraient été touchés faisant quatre morts et plusieurs blessés, tous de nationalité algérienne. En avril 2022, l'armée de l'air marocaine a effectué huit frappes aériennes contre un regroupement de camions et des marchands, dans la région de Ain Ben Tili dans l'extrême Nord de la Mauritanie. Un camion algérien aurait été touché lors de cette attaque qui n'aurait pas fait de morts mais que plusieurs blessés seraient dénombrés.

Boughali reçoit les présidents des Parlements arabe, d'Azerbaïdjan et du Tadjikistan

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali a reçu, samedi à Alger, le président du Parlement arabe et les présidents des parlements d'Azerbaïdjan et du Tadjikistan, arrivés en Algérie pour participer aux travaux de la 17ème session de la Conférence de l'Union des parlements des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (UPCI), indique un communiqué de l'APN. Boughali s'est entretenu avec le président du Parlement arabe, Adel Benabderrahmane Al-Asoumi sur les préparatifs de cette session prévue dimanche au Centre international des conférences "Abdelatif Rahal" et les décisions qui en découleront "au mieux des intérêts des nations arabe et musulmane". Les deux parties ont évoqué le caractère "spécifique" de cette rencontre, au vu de la conjoncture internationale. Le président de l'APN a, également reçu la présidente du parlement azerbaïdjanais, Sahiba Qafarova, avec laquelle il a passé en revue "l'état des relations unissant les deux pays", soulignant la nécessité de consentir davantage d'efforts aux niveaux bilatéral et multilatéral au mieux des intérêts des pays arabes et musulmans. Boughali a reçu, par ailleurs, le président de la chambre des députés de la République du Tadjikistan auquel il a souligné "l'excellence des relations bilatérales et le souci de les promouvoir", précisant que l'Algérie est soucieuse de faire de la 17ème session de l'UPCI, un jalon sur la voie de la réalisation des aspirations des peuples musulmans vers davantage de progrès et de stabilité.

ALGERIE-HOLLANDE :

Vers le renforcement de la coopération sécuritaire

Le Directeur général de la Sûreté nationale, Farid Bencheikh, s'est rendu aux Pays-Bas à l'invitation de son homologue néerlandais, Henk Van Essen, avec lequel il a évoqué les moyens de renforcement de la coopération bilatérale, a indiqué ce samedi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). La visite de Bencheikh a permis d'aborder « les moyens de renforcement de la coopération bilatérale dans tous les domaines et l'échange d'expériences entre la police des deux pays », a précisé le communiqué, ajoutant que la rencontre s'est déroulée en présence de directeurs centraux de la DGSN et leurs homologues de la police néerlandaise. A cette occasion, la délégation algérienne a visité les sièges de certains services opérationnels de la police néerlandaise et reçu des explications sur l'organisation et le fonctionnement de ces services, lit-on dans le communiqué. La délégation algérienne a également « évoqué l'expérience de l'Algérie dans les domaines ayant trait à la lutte contre le crime organisé et la préservation de l'ordre public, notamment la gestion et la sécurisation des événements et des rendez-vous importants », selon la même source. A noter que cette visite intervient suite à celle effectuée par le DGSN au siège d'Interpol en France à l'invitation du SG de l'organisation, Jürgen Stock.

ED-DIWAN

quotidien national d'informations
Edité par EURL société seghir
de communication
Adresse : 04, Rue belhandouse
abelkader
tel. : 041 33 03 29

BUREAU D'ORAN :
12 BD DE L'ALN - ORAN
BUREAU D'ALGER :
Rue Larbi Ben M'Hidi
- BT 08 - 2° étage
Directrice
de la publication
FATIMA-ZOHRRA
SEGHIR

Impression : SIA
Z I el Alia
Beb Ezzouar -
Alger
DIFFUSION:
eldjazairdoc.com

Le Site :
www.fr.eddiwan.dz
Email :
contact@eddiwan.net
Tel : 0770 77 03 30
FAX : 041 33 45 43

Les textes
et les photographies envoyés
ou remis à la rédaction ne
peuvent être rendus ni faire
l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite
de tout article sauf accord
de la direction du journal.

EXTENSION DU TERMINAL A CONTENEURS DU PORT D'ORAN: Impulser une plus grande dynamique au mouvement des marchandises

L'extension du terminal à conteneurs du port d'Oran impulsera, avec son entrée en exploitation, une plus grande dynamique au mouvement des marchandises et encouragera la promotion des exportations hors hydrocarbures.

Le Président-Directeur général de l'entreprise portuaire d'Oran, Mokhtar Kourba, a indiqué à l'APS que les travaux d'extension du terminal à conteneurs, confiés au groupement algéro-chinois (CHEC-Meditram), ont été achevés à 100%, ce qui permet de réceptionner des navires de gros tonnage.

Les travaux comprenaient la recharge en eau sur une superficie de 16,5 hectares, portant la superficie totale à environ 24 hectares, la réalisation d'un quai de 460 mètres de long et de moins de 14 mètres de profondeur, selon les normes internationales en vigueur au niveau du bassin méditerranéen, a ajouté le même responsable.

Cette opération d'extension permet de recevoir des navires de grande taille (Panamax) d'un tonnage allant de 4.000 à 8.000 conteneurs, ce qui permettra le traitement de plus de 1 million de conteneurs par an, a-t-on indiqué.

Le même responsable a expliqué que ce projet "important" pour la façade Ouest du pays permettra au port, qui



fonctionnera selon les normes internationales, d'améliorer la qualité des services assurés.

Avec la mise en service du projet, 500.000 conteneurs par an seront traités, dans une première phase, et passe-

ront progressivement à 1,2 million de conteneurs par an, a-t-on indiqué. Parallèlement à l'extension, le port d'Oran sera renforcé par l'acquisition de deux engins de déchargement des conteneurs des navires et de sept au-

tres engins de chargement et de transfert des conteneurs du quai aux terminaux, ce qui donnera une grande mobilité et un nouveau dynamisme, qui contribueront au développement de l'activité de l'entreprise portuaire.

« PROJET-HYBLA »

Sonatrach et Sasol vont produire de l'hydrogène en Italie

Le groupe Sonatrach et le sud-africain Sasol vont produire de l'hydrogène en Sicile, au sud de l'Italie, a annoncé Sasol dans un communiqué publié sur son site web mercredi 25 janvier.

Le projet en question dénommé « Projet-Hybla », sera réalisé par la filiale de Sonatrach « Sonatrach Raffineria Italiana » qui gère la raffinerie d'Augusta en Italie, et la filiale de la société sud-africaine « Sasol Italy ». Lors d'une réunion qui s'est déroulée récemment à

l'usine de Sasol Italy à Augusta, les deux partenaires algérien et sud-africain ont présenté le projet en question aux autorités et associations locales, représentées par les maires d'Augusta et de Melilli, Giuseppe Di Mare et Giuseppe Carta, du président de l'Autorité du système portuaire et maritime de la Sicile orientale Francesco Di Sarcina, et des représentants de 'Factory Melilli' et 'La Ginestra Villasmundo'. « L'initiative ambitieuse vise à construire une usine

innovante d'une capacité significative de production d'hydrogène et de gaz de synthèse 'bas carbone' également capable de capter et de réutiliser le CO2 qui contribuera au processus de décarbonation des deux sites (avec une réduction des émissions d'environ 120 000 tonnes de CO2 par an) », détaille le communiqué. Et d'ajouter : « L'initiative renforce le rôle central de la Sicile dans la construction de la future infrastructure hydrogène de l'Union européenne. Une

zone qui se distingue, d'une part, par son grand potentiel d'énergies renouvelables et, d'autre part, par son emplacement stratégique. » « Le lancement d'une « économie de l'hydrogène » sicilienne agira en outre comme un moteur pour la relance de l'ensemble de l'industrie industrielle, permettant le développement d'une chaîne de valeur qui pourra stimuler divers secteurs productifs et la promotion d'un mobilité hydrogène », explique-t-on.

SEMINAIRE SUR L'INVESTISSEMENT:

Le rôle de l'avocat dans la concrétisation des projets d'investissement souligné

Les participants au Séminaire international sur "le rôle de l'avocat dans l'accompagnement de l'investissement et le règlement des litiges" ont souligné, samedi à Alger, le rôle de l'avocat dans le processus de concrétisation des projets d'investissement, mettant en avant les étapes franchies par la Justice algérienne en matière de numérisation et de Justice électronique. Lors du séminaire, qui se tient depuis vendredi au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, les participants ont souligné l'importance du rôle joué par la défense dans le règlement des litiges commerciaux à travers la médiation et l'arbitrage, insistant sur la nécessité pour l'opérateur économique de bien préparer son projet sur les plans administratif et juridique pour éviter tout litige avec les organismes publics ou entre partenaires. Dans ce cadre, l'avocat Salah Brahimi a précisé que le rôle de l'avocat dans le domaine de l'investissement consistait en l'accompagnement de l'investisseur dans les démarches administratives et juridiques, ainsi que dans le règlement des litiges qui pourraient survenir. L'avocat veille à "intervenir en amont de tout litige pour l'investisseur, national ou étranger", et, en cas de litige, il est tenu de trouver des solutions à l'amiable ou par le biais de la justice administrative, a-t-il expliqué. La nouvelle loi sur l'investissement a simplifié les démarches



de mise en œuvre des projets, a estimé l'intervenant, se disant convaincu que l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et le Conseil national de l'investissement joueront leur rôle pour mettre fin aux contraintes bureaucratiques qui peuvent entraver la réalisation des investissements. De son côté, l'avocat Ahmed Benantar a qualifié l'accompagnement assuré par l'avocat aux porteurs de projets d'investissement de "très important", appelant à codifier cet accompagnement. Selon l'avocat Mounes Lakhdari, la plupart des opérateurs économiques algériens n'ont recours aux avocats qu'en cas de refus d'octroi de foncier ou de litige commercial. "Le rôle de l'avocat dans le do-

main de l'investissement n'est pas seulement au niveau des juridictions, mais commence avant le lancement de l'investissement, lors de sa concrétisation et aussi en cas de survenue de litiges", a-t-il ajouté. De son côté, l'avocat français Silvestre Tandeau de Marsac a affirmé, dans son intervention autour du thème de l'arbitrage dans le domaine de l'investissement et du commerce, que les raisons de la survenue de litiges entre les entreprises économiques ou entre ces dernières et les organismes publics, consistent essentiellement en la suspension des contrats entre les partenaires. C'est pourquoi, ajoute l'expert français, "l'avocat a un rôle important lors de la rédaction de contrats entre partenaires,

en y incluant une clause spéciale arbitrage et en supprimant les clauses qui peuvent causer, à l'avenir, des différends", relevant que la contribution de l'avocat à ce titre, débute depuis la saisie de l'instance d'arbitrage, comme la Chambre de commerce internationale (CCI) jusqu'au prononcé de la décision de justice et son application. Quant à l'avocate Ouafya Sidhoum, présidente du comité national de l'Union internationale des avocats (UIA), elle a affirmé, pour sa part, que le secteur de la justice en Algérie a réalisé une évolution considérable en matière de numérisation, relevant que le secteur "est parmi les secteurs ayant réalisé une plus grande avancée en matière de modernisation des prestations et leur dématérialisation".

Rappelant, à ce propos, que plusieurs cours de justice à travers le pays ont lancé récemment les procédures de justice électronique, M. Sidhoum a estimé que la modernisation de la justice connaîtra une plus grande dynamique à l'avenir, particulièrement avec l'introduction d'amendements sur le projet de loi portant code de procédure civile et pénale et qui prévoit explicitement l'impératif de recourir à la Justice électronique". Pour l'avocate, l'objectif étant d'alléger la pression tant sur les juridictions que le citoyen, gagner du temps et améliorer les prestations.

PLAQUES D'IMMATRICULATION: Le démenti de la Gendarmerie

La Gendarmerie nationale a démenti les informations relayées sur les réseaux sociaux sur les modifications apportées à la plaque d'immatriculation des véhicules.

« En ce qui concerne ce qui a circulé sur les réseaux sociaux concernant la forme des plaques d'immatriculation des véhicules, qui n'inclut pas le numéro de la wilaya, ces publications sont sans fondement par rapport à ce qui a été publié au Journal officiel numéro 03 du 17 janvier 2023 », indique la Gendarmerie nationale dans un communiqué publié sur sa page Facebook Tariki.

La Gendarmerie explique que l'affaire est liée à la publication d'un arrêté modifiant celui du 05 mai 1988, qui précise les règles administratives applicables aux plaques d'immatriculation des véhicules en Algérie. Les modifications concernent principalement les véhicules dont la date de mise en circulation n'est pas précisée sur la plaque d'immatriculation.

Ces véhicules portent les diagrammes 22 et 33 au lieu de celui de la wilaya d'enregistrement sur la plaque d'immatriculation, ajoute la Gendarmerie nationale.

DGSN:
**146 officiers
de police judiciaire
prêtent
serment**



146 inspecteurs de police judiciaire ont prêté serment, samedi, après avoir suivi une formation spécialisée de trois mois, a indiqué un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Au terme de leur formation, les officiers de police issus de trois promotions représentant les Ecoles de police de Soumâa, Annaba et Sidi Bel Abbes, ont obtenu la qualité d'"inspecteurs de police judiciaire", a précisé le communiqué.

"Leur programme de formation a porté sur les droits public et privé, les droits de l'homme, la procédure pénale, la police scientifique et technique et les principes de maintien de l'ordre public", a ajouté la même source.

BMS :
**Vague
de froid,
à partir d'hier,
sur plusieurs
wilayas du pays**

Une vague de froid s'abattrait, dimanche et lundi, sur plusieurs wilayas du pays, avec des températures atteignant jusqu'à -08 c, indique un bulletin météorologique spécial (BMS), émis par l'Office national de la météorologie (ONM).

Cette vague de froid concerne le Sud de Tlemcen, Sidi Bel Abbes, Nâama, El Bayadh, Saida, Tiaret, Laghouat, Djelfa, Tissemsilt, Médéa, Bouira, M'sila, Bordj Bou Arreridj, Sétif, Batna, Khenchela et Tébessa, précise le BMS, placé en vigilance Orange et dont la validité court de ce jour au lendemain, lundi.

Les températures maximales oscilleront, quant à elles, entre 02 c et 06 c et les minimales entre -03 c et -08 c.

BOUMERDES : Le parc industriel de Larbatache bientôt "fin prêt"

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar a déclaré, jeudi à partir de Boumerdes, que les opérations d'aménagement et de raccordement du parc industriel de Larbatache aux différents réseaux, prendront fin "prochainement".

Les opérations d'aménagement et de raccordement du parc industriel de Larbatache "prendront fin prochainement", a déclaré le ministre à la presse en marge d'une visite d'inspection dans la wilaya. La mise en service de cette zone industrielle vitale pour la wilaya de Boumerdes et ses wilayas limitrophes "s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Président de la République visant à faire de l'année 2023 une année économique par excellence, à travers la réalisation des investissements programmés dans divers domaines". A cette occasion, M. Zaghdar a appelé les investisseurs de cette région à "accélérer la réalisation de leurs investissements" et à "remporter le pari de créer 25.500 postes d'emplois" dans la région de Larbatache. Mettant en garde ceux qui accusent un retard dans la réalisation de leurs projets, le ministre a précisé qu'à ce jour, 2308 hectares de foncier



industriel ont été récupérés à travers tout le territoire national auprès d'investisseurs qui ont tardé à réaliser leurs projets industriels. Il a, en outre, révélé que son département ministériel œuvrait actuelle-

ment avec le ministère des Finances à "faire de l'année 2023 celle de concrétisation des projets d'investissement, conformément au nouveau système juridique en cours d'élaboration en vue de

conférer davantage de transparence à l'opération de distribution du foncier industriel, en le soumettant à la loi sur l'investissement". Pour ce faire, le ministre a indiqué que la liste des bénéficiaires sera publiée sur la plateforme numérique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), ou encore le guichet unique destiné à faciliter l'ensemble des opérations d'investissement à travers le pays. Il a, par ailleurs, souligné que la région de Larbatache compte parmi les six zones industrielles du pays dont son département ministériel a été chargé de suivre la réalisation, à l'instar de la zone de Beni Tamou de la wilaya de Tlemcen et la zone d'El Kseur de la wilaya de Bejaia, réceptionnées fin 2022. La zone industrielle de Larbatache s'étend sur une surface de 137 hectares, répartie en quatre branches industrielles et 258 lots dont 204 devant accueillir 145 projets dont 31 en cours de réalisation.

ENTREPRISES :

L'importance du rôle des juristes dans la performance soulignée (forum)

L'importance du rôle des juristes dans la performance des entreprises, notamment à travers l'appui à la prise de décision, a été soulignée mardi à Alger, par plusieurs magistrats et juristes nationaux et internationaux. La fonction juridique est devenue "stratégique" dans la performance économique, puisqu'elle permet de faciliter la prise de décision, la bonne gouvernance et d'assurer une bonne exécution des contrats, a estimé le bâtonnier du barreau d'Alger, Mohamed Baghdadi, dans une allocution lors de la seconde édition du forum africain "Legal Business Forum & Awards 2023" sous le thème "grandes tendances juri-

diques en 2023". Pour sa part, le directeur juridique de Sonatrach, Nasserddine Ali Ammar, a souligné le rôle du juriste dans sa mission de réguler et de participer à la prise de décision, estimant que le juriste est "un moteur de la décision au sein de l'entreprise". La fonction juridique est une activité ayant un poids économique et politique, a de son côté estimé Kami Haeri, représentant d'un bureau d'avocats étranger, soulignant le rôle que jouent les juristes dans le règlement des conflits et contentieux, ainsi que leur rôle dans l'amélioration de l'attractivité de toute filière économique. "Il y a une dimension omniprésente du droit. Le rôle du

juriste est devenu central pour mener à bien les transactions économiques et commerciales", a pour sa part souligné Boubakar Dione, directeur juridique d'une firme étrangère, ajoutant que "la fonction juridique joue un rôle de facilitateur dans la conduite des affaires, mais aussi dans la bonne gestion de l'entreprise". Selon lui, il est "nécessaire" de rapprocher la fonction juridique de la direction générale de l'entreprise de manière à apporter "plus de valeur à cette activité en accompagnement du business". Par ailleurs, lors d'une session dédiée au développement des énergies renouvelables, l'avocat au barreau d'Alger, Mohamed Hamra Krouha,

a mis en avant l'intérêt des législations dans la mise en place d'une approche équilibrée des contrats et une clarté des attributions dans le secteur des énergies renouvelables. D'autres intervenants ont souligné, quant à eux, l'importance d'une évolution dynamique des lois au même rythme de l'évolution de ce secteur, plaidant pour l'adaptation des textes législatifs à l'évolution de ce secteur. A noter que plus de 600 dirigeants internationaux et décideurs économiques ont pris part à cette deuxième édition du Forum, organisée mardi et mercredi à Alger, par la startup algérienne "Legal Doctrine", spécialisée dans le conseil juridique aux entreprises.

FONDS D'INVESTISSEMENTS DEDIE AUX START-UP :

Des acteurs du numérique s'en félicitent

Des acteurs numériques ont accueilli favorablement la signature, mercredi dernier, d'une convention portant sur la création d'un fonds d'investissement appelé « Algeria Innovation Funds » (Fonds algérien pour l'innovation) d'une valeur de 80 millions de dollars, soit 11 milliards de dinar. Celle-ci a été signée par l'accélérateur public de startups Algeria-Venture et le fonds international Small Enterprise Assistance Funds (SEAF). Le président du Groupement algérien des acteurs du numérique (GAAN), Abdelouahab Gaoua, a qualifié la démarche de «positive» et d'un pas important pour le développement des startups en Algérie. Il a indiqué que l'argent est le nerf de la guerre, estimant que tout moyen supplémentaire de financement est le bienvenu, car les Start-up ont grandement besoins des fonds pour se développer davantage. Il a fait savoir qu'il y a énormément d'idées et des porteurs de projets qui attendent seulement d'être financés pour pouvoir lancer leur activités. «On ne peut que féliciter cette initiative, espérant que d'autres démarches de même nature s'en suivront fin de donner un bonne dynamique à ce genre d'entreprises», a-t-il dit, non sans souligner que le premier frein qui empêche ces entre-

prises de se développer est le manque de financement. Il a expliqué que la seule différence entre une start-up et une entreprise classique réside uniquement dans la rapidité de croissance. Il a expliqué que la première a une croissance exponentielle. C'est pourquoi, il a insisté aussi sur l'accompagnement des jeunes entrepreneurs pour réussir dans leurs projets, notamment sur des aspects de management, finance, gestion et formation. Il a fait savoir que plusieurs start-up existent, particulièrement dans les domaines de l'agriculture, l'industrie, finance et le E-commerce. De ce fait, le président du GAAN ne veut pas parler de taux de mortalité précisant qu'il faut entre 3 à 5 ans pour pouvoir prononcer que la réussite ou non d'une entreprise. Pour sa part la startuper Lina Ferrad, spécialisée dans les solutions technologiques dans le domaine de la sécurité a indiqué que toute start-up algérienne voudrait bien exporter ses services. Elle estime que la création de ce fonds d'investissements facilitera l'attraction des fonds étrangers vers l'Algérie et permet l'accélération des start-up basées en Algérie. « On sait bien que les start-up qui naissent en Algérie trouvent des difficultés pour s'internationaliser et ce



faute d'accompagnement et par manque de financement nécessaire», a-t-elle fait remarquer. Elle a ajouté qu'avec cette convention ce fonds ai-

derait vraiment la start-up algérienne à se développer davantage et en toute sécurité pour pouvoir s'internationaliser sans difficultés.

CACI:

Portes ouvertes sur les produits électroménagers et électroniques dimanche à Alger

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), lancera dimanche à Alger, des portes ouvertes nationales sur les produits électroménagers et des équipements électroniques, a-t-elle indiqué, samedi, dans un communiqué. Cette manifestation économique, qui s'étalera du 29 au 31 janvier courant, se déroulera au siège de la Chambre, sous le slogan : "Qualité, garantie, perspectives et enjeux", avec la participation de tous les acteurs de l'industrie de l'électroménager et des équipements électroniques, explique la même source. Organisé sous l'égide du ministère du Commerce et de la promotion des exportations, l'évènement verra également l'organisation d'une exposition des produits électroménagers et des équipements électroniques. "Elle vise à promouvoir et soutenir les produits algériens exportables et encourager la production nationale à pénétrer les marchés étrangers", a fait savoir la même source. Plusieurs ateliers techniques, animés par des experts et des spécialistes du secteur électroménager et électronique, seront organisés en marge de cet évènement qui sera ouvert au public.

ALGÉRIE - CAMEROUN : Création d'un conseil d'affaires

L'accord a été cosigné par le président de la CACI, Kamel Hamani, et son homologue camerounais, Christophe Eken, en présence de l'ambassadeur d'Algérie auprès de l'Etat du Cameroun, Boumediène Mahi. Cette signature vient couronner la visite organisée par la CACI, en collaboration avec la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), d'une délégation d'hommes d'affaires algériens au Cameroun, du 23 au 28 janvier, selon la même source. A ce propos, l'objectif de l'organisation de cette visite est de développer la coopération économique, promouvoir les échanges commerciaux entre les Etats africains, explorer les opportunités de partenariat entre les opérateurs économiques et leurs homologues camerounais et connaître les potentialités du marché africain, lit-on dans le communiqué. A ce titre, plus de 30 sociétés publiques et privées activant dans différents domaines prennent part à cette mission économique, notamment des secteurs de l'agro-alimentaire, du bâtiment et travaux publics (BTP), de l'industrie pharmaceutique, de l'électroménager et de l'électronique, ainsi que du bois, ajoute la même source. A cette occasion, la délégation algérienne a rencontré le Premier ministre camerounais et des ministres de différents secteurs dans la capitale Yaoundé. Un forum économique algéro-camerounais a été organisé dans la capitale économique du Cameroun Douala. La Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA) a indiqué dans un communiqué que la délégation algérienne avait été reçue par plusieurs ministres camerounais, notamment des Relations extérieures, de l'Economie, de la Planification, du Commerce, de l'Energie, de l'Eau et de l'Agriculture, ainsi que des ministres des Travaux publics et de l'Habitat. La CGEA a indiqué à ce propos, que les entretiens qui se sont déroulés avec le Premier ministre camerounais et plusieurs ministres, ont permis de souligner la volonté des responsables et des hommes d'affaires camerounais de renforcer les échanges économiques avec l'Algérie et d'établir des partenariats gagnant-gagnant dans plusieurs domaines.

TAMANRASSET: Arkab inaugure et inspecte plusieurs projets de développement

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a procédé, samedi lors de sa visite dans la wilaya de Tamanrasset, à l'inauguration et à la mise en service de plusieurs projets de développement relevant de son secteur et qui visent essentiellement à améliorer le cadre de vie du citoyen et du service public et à contribuer au développement économique local, a-t-on appris auprès du ministère de l'Energie et des Mines.



Dans sa première halte, dans la wilaya de Tamanrasset, M. Arkab a procédé à la mise en service de plusieurs projets, à savoir l'inauguration du nouveau siège de la direction de Sonelgaz-distribution sis à la cité administrative de la ville de Tamanrasset, et ce dans le cadre de l'amélioration du service public et du rapprochement de l'Administration du citoyen, indique la même source. M. Arkab a également procédé à la mise en service des deux réseaux électrique et gazier à la cité des 296 logements de type LPL (logement public locatif), à la cité "Adriane" au chef-lieu de la wilaya. Un projet qui vient améliorer le cadre de vie des citoyens, développer et consolider les capacités électriques et gazières dans la wilaya. A l'occasion, M. Arkab a tenu à sensibiliser les citoyens aux dangers induits par la mauvaise utilisation du gaz naturel et à la nécessité d'œuvrer à l'entretien des appareils et respecter les conseils et les orientations, rappelant que Sonelgaz lance, de manière périodique, plusieurs campagnes de sensibilisation en la matière. Au niveau de la zone "Tafoughine", M. Arkab a inspecté une carrière d'extraction du marbre, et supervisé la remise du permis de l'exploitation de ce matériau, mettant l'accent sur "la nécessité de la formation continue des travailleurs dans ce domaine (mines), en vue d'une exploitation optimale de

ces ressources". Il a également mis en avant l'importance de ce type de projets pour l'investissement local, soulignant la volonté de l'Etat de "relancer le secteur minier par la mobilisation de tous les moyens et ressources nécessaires à sa redynamisation pour qu'il puisse jouer un plus grand rôle dans le développement économique et social de la région, en particulier, et du pays, en général, et contribuer à la création de richesses, de valeur ajoutée et d'emplois, surtout dans les zones reculées et les zones d'ombre", selon la même source. M. Arkab a, par ailleurs, inspecté un entrepôt de stockage et de distribution de carburant sur la route d'In Guezzam. D'une superficie de 4,5 hectares et d'une capacité totale de stockage de 5.000 mètres cubes, cette installation emploie 71 travailleurs. Le ministre a ensuite visité le centre médico-social du groupe Sonatrach. Dans la même wilaya, M. Arkab a mis en service et inspecté l'unité de transformation du marbre et du granit. Au niveau de la zone d'activité de Tidessi, le ministre a posé la première pierre du projet de réalisation d'une centrale électrique de 160 mégawatts. Après avoir écouté un exposé sur le lancement des travaux de réalisation d'un réseau autonome de 60 kilovolts, confié à Cosider, M. Arkab a affirmé que la centrale électrique, qui sera réalisée par des compétences 100% algé-

riennes, contribuera à augmenter la capacité de production d'électricité dans la wilaya. Au niveau de la région d'Outoul, le ministre a inspecté l'assiette de terrain affectée à la construction du nouveau siège de l'entrepôt de stockage et de distribution de carburant de Naftal. Dans le cadre du raccordement des zones d'ombre et des habitations rurales au réseau électrique, M. Arkab a mis en service au niveau de la cité "Tit" le projet de raccordement de 117 logements ruraux à cette énergie. Au niveau du village d'Ahalfan, le ministre a procédé à la mise en service du projet de raccordement de 172 exploitations agricoles en électricité, qui s'inscrit dans le cadre du programme du Fonds spécial de développement du Sud (réalisé par la Direction de Sonelgaz-Distribution de Tamanrasset. M. Arkab a indiqué, à cette occasion, que son secteur déploie, à travers le groupe Sonelgaz, "des efforts importants visant à soutenir les investisseurs à travers le raccordement de leurs exploitations agricoles au réseau électrique, créer de la richesse et assurer la sécurité alimentaire, notamment en matière de cultures stratégiques". Cette opération, ajoute-t-il, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Gouvernement pour le développement du secteur agricole, la création des postes d'emploi dans ce secteur, la contribution au développement local des wilayas du Sud, et la satisfaction des besoins de différents domaines de développement, indique le ministère. La visite du ministre était l'occasion pour s'enquérir du projet de construction du Centre de recherche nucléaire de Tamanrasset relevant du Commissariat à l'énergie atomique (COMENA). M. Arkab avait entamé vendredi une visite de travail et d'inspection dans les wilayas de Tamanrasset, In Guezzam et In Salah, afin de mettre en service plusieurs projets énergétiques et s'enquérir d'autres projets de gaz, d'électricité et de produits pétroliers.

OUARGLA/EQUIPEMENTS SOLAIRES: Convention triangulaire pour satisfaire les besoins en main d'œuvre qualifiée

Une convention triangulaire regroupant les directions locales de la Formation et l'enseignement professionnels, de l'Industrie ainsi qu'une entreprise privée activant dans la fabrication de panneaux photovoltaïques et d'équipements d'énergie solaire, a été signée, jeudi à Ouargla, pour satisfaire les besoins du secteur économique en main d'œuvre qualifiée. Cette convention de formation, qui a été signée lors d'une cérémonie présidée par le ministre de la formation et l'enseignement professionnels, Yacine Merabi, en marge de sa visite de travail à Ouargla, s'inscrit dans le cadre de l'ouverture du secteur de la formation professionnelle sur son environnement socioprofessionnel, et ce, afin d'améliorer la qualité de formation et de consolider la relation avec les opérateurs économiques, tout en satisfaisant les besoins du marché du travail en main d'œuvre qualifiée, a



affirmé le directeur local du secteur, Ahmed Belkhadem. L'accord contribuera à enrichir l'offre de formation professionnelle et promouvoir l'apprentissage, a-t-il souligné, précisant que ce mode de formation permettra aux apprentis de bénéficier de connaissances pratiques en leur faci-

litant leur insertion dans la vie professionnelle. La cérémonie de signature de cette convention s'est déroulée au niveau de l'Institut de l'enseignement professionnel (IEP - Chahid Allaoui Mohamed), en présence des autorités locales et des représentants des secteurs concernés.

BENI-ABBES: Merad rencontre des représentants de la société civile

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a rencontré jeudi des représentants de la société civile de Beni-Abbes et a écouté leurs préoccupations liées à la situation du développement local dans cette nouvelle wilaya. La rencontre du ministre avec des représentants de la société civile, des élus locaux et des opérateurs économiques publics et privés de Beni-Abbes, est venue au terme de sa visite de travail et d'inspection d'une journée dans la wilaya, au cours de laquelle il a inauguré plusieurs projets de développement et inspecté d'autres en réalisation. Les préoccupations des représentants de la société civile sont liés notamment aux secteurs de santé, éducation, agriculture, tourisme et transport. Les intervenants qui ont valorisé les efforts de l'Etat en matière de développement de cette nouvelle wilaya ont souhaité que les lacunes enregistrées soient prises en charge par les autorités compétentes. Merad a affirmé que "l'Etat contribuera pour que cette wilaya du sud-ouest du pays, aux nombreuses potentialités agricoles, minières et touristiques, soit davantage développée dans le seul souci de l'amélioration du cadre

de vie des citoyens et de l'exploitation de ses potentialités qui auront à l'avenir un impact direct sur le développement socio-économique de cette collectivité locale, qui compte dix (10) communes". Assurant les citoyens que "les efforts de l'Etat se poursuivront pour soutenir cette wilaya jusqu'à la réalisation d'un envol économique à la hauteur de ses potentialités et aspirations de ses habitants", le membre du gouvernement a salué le rôle de la société civile, qui passe pour être le catalyseur du développement local, de même qu'elle constitue un "trait d'union entre le citoyen et les institutions de l'Etat". Pour le ministre, "la société civile est une force de proposition, qui peut réellement contribuer au développement local dans le cadre de la démocratie participative". Auparavant, le ministre avait procédé au chef lieu de wilaya à l'inauguration du nouveau siège du trésorier de wilaya, et a visité aussi le siège de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), récemment réalisé, avant de donner le coup d'envoi du chantier de réalisation, avec un coût de 220 millions de DA, d'une micro-zone d'activités pouvant abriter une soixantaine d'activités économiques et industrielles.

MILA : Réception "prochaine" de deux nouveaux bureaux de poste



Deux (2) nouveaux bureaux de poste devraient être réceptionnés "au début du deuxième trimestre 2023" dans les deux communes de Mila et Chelghoum Laïd, a indiqué mardi la directrice de l'unité de wilaya d'Algérie Poste, Mme Nadia Boudina. Les travaux du bureau de Mila à la cité Bensalah touchent actuellement à leur fin tandis que les procédures ont été engagées pour l'arrêté portant création du bureau de poste de la cité Djamaa Lakhdar de Chelghoum Laïd dernièrement réceptionné, a précisé à l'APS Mme Boudina, soulignant qu'avec l'ouverture de ces deux structures, le réseau d'Algérie Poste passe à 86 bureaux et la densité postale progresse d'un (1) bureau pour 12.300 personnes à un bureau pour 10.905 personnes. Ce résultat "positif" contribuera à

améliorer les prestations postales dans la wilaya, a assuré la responsable locale d'Algérie Poste. Dans le cadre de l'amélioration des services postaux notamment financiers, sept (7) distributeurs automatiques de billets de banque ont été mis en service l'année passée dans la wilaya qui compte désormais 33 distributeurs, a précisé Mme Boudina. Quatre (4) des nouveaux distributeurs ont été installés dans l'espace réservé à cet effet au bureau de poste de la cité Senaoua de la ville de Mila et le reste réparti sur trois communes, est-il précisé. L'unité de wilaya d'Algérie Poste mène actuellement des travaux d'aménagement et d'extension de plusieurs bureaux de poste dont ceux des communes d'Ain Melouk et Ahmed Rachedi et la recette principale de Mila.

La Rédaction Recrute...

Le quotidien national d'information culturelle « ED Diwan » recrute un journaliste confirmé (En Langue Française) pour participer au renforcement de sa rédaction.

***Profil souhaité :**

- Bonne expression écrite et orale, bonne capacité d'analyse, et maîtrise de la langue Française.
 - Bosseur et dynamique et extrêmement disponible.
- Pour tout contact veuillez vous rapprocher de la rédaction du journal en envoyant votre CV complet à l'adresse électronique suivante :**
eddiwan.arabe@gmail.com
infofilo63@gmail.com

JOURNÉES INTERNATIONALES D'ÉTHIQUE MÉDICALE: Vulgariser l'acte du don d'organes

Des participants au second jour des 5èmes Journées internationales de l'éthique médicale ont souligné, samedi, à Oran, l'importance de sensibiliser et de vulgariser, dès le plus jeune âge, l'acte du don d'organes après la mort et son rôle pour sauver la vie des autres.

Dans ce cadre, Belhadj Rachid, président de l'Académie algérienne pour le développement des sciences médico-légales et chef du service de médecine légale au CHU Mustapha-Pacha d'Alger, a déclaré en marge de cette rencontre, "qu'il est inévitable de recourir aux programmes scolaires pour insuffler une culture du don aux générations futures". Il a estimé que la solution est dans la sensibilisation des générations futures, car, selon lui, le problème ne réside pas dans les compétences, les infrastructures et les moyens, mais "c'est plutôt un problème de mentalités ancrées dans la société qui fait qu'une personne s'abstienne de donner ses organes après la mort et fait en sorte que sa famille s'en abtienne également". Le Pr. Mahmoud Benatta, chef du service d'urologie au CHU d'Oran a rappelé, pour sa part, que le nombre



limité de donneurs a poussé des pays développés à chercher des organes de donneurs en état de mort cérébrale. "La mort cérébrale est irréversible. Le don de personnes en état de mort cérébrale peut sauver la vie

d'autrui", a-t-il souligné, ajoutant qu'un don "multi-organes" en cas de mort cérébrale peut sauver au moins cinq personnes. En Algérie, la législation autorise le prélèvement des organes sur une personne cliniquement morte si elle avait donné son accord personnel avant le décès ou sous condition de l'accord de la famille après le décès, rappelle-t-on. De son côté, Pr. Salim Boumeslout, chef du service de médecine légale au CHUO, a souligné l'importance de sensibiliser à l'importance du don dès le plus jeune âge, mettant en exergue le rôle que peuvent jouer certains secteurs dont celui de l'Education, des Affaires religieuses, de l'Enseignement supérieur et la recherche scientifique pour garantir le succès de cette opération. Sur le plan religieux, il a rappelé que la question a été tranchée depuis 1985, date au cours de laquelle le défunt cheikh

Ahmed Hamani avait émis une fatwa autorisant le prélèvement d'organes sur une personne cliniquement décédée, à condition que l'intéressé ait donné de son vivant son consentement ou en cas d'approbation de sa famille après sa mort. Les travaux de la seconde journée de cette rencontre organisée par l'Observatoire du handicap, de la réadaptation fonctionnelle, de l'éthique de la santé et le Service de médecine légale du CHUO ont permis de mettre la lumière sur le don et la greffe d'organes, des évolutions dans le monde de la génétique, sur les technologies modernes, la santé électronique et autres. La manifestation scientifique a enregistré la participation de près de 300 spécialistes de divers établissements hospitaliers du pays ainsi que de spécialistes de différents pays comme la Tunisie, la France et la Suisse, rappelle-t-on.

Le HCI appelle les citoyens à faire don d'organe après le décès

Le Haut conseil islamique (HCI) a appelé, lundi, les citoyens à faire don de leurs organes après leur décès, en "signant sur un registre national qui donne le droit aux parties compétentes de disposer de leurs organes, au besoin". Le HCI, qui organisera prochainement un colloque pour expliquer le thème du don d'organe, a indiqué que les citoyens "sont appelés à faire don de leurs organes après leur décès, en signant sur un registre national qui donne le droit aux parties compétentes de disposer de leurs organes, au besoin", relevant qu'en cas d'approbation de leurs proches, il devient licite ou un devoir en cas de testament, de prélever les organes sur une personne morte, en vue de



sauver d'autres personnes". Rappelant que "le don d'organe peut sauver la vie des

gens dans des moments critiques", le HCI a déploré le fait que ces opérations "connaissent un grand manque dans les hôpitaux algériens, et ce, en dépit des efforts déployés par les parties compétentes, en vue d'augmenter le nombre des opérations annuellement et se rapprocher des moyennes mondiales, à travers la promulgation des législations régissant l'opération et la mise à disposition des moyens et équipements médicaux indispensables". Le HCI estime que l'opération de don d'organes "se veut un geste humanitaire grandiose qui pourrait contribuer à sauver la vie de beaucoup de personnes qui souffrent de maladies incurables. Ainsi et sur la base des principes et valeurs humains, le HCI réitère son invitation aux citoyens, à adhérer au don d'organe après le décès.

CNRST:

Mettre en place une stratégie de recherche scientifique "claire"

Le président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST), Mohamed Tahar Abadlia, a insisté, samedi à Alger, sur l'impératif d'élaborer une stratégie de recherche scientifique "claire" pour contribuer à la réalisation du développement économique escompté au sein de l'Algérie nouvelle. Dans une allocution prononcée lors de l'ouverture d'un colloque organisé sous le thème "Pour un système de recherche efficace orienté vers l'innovation et au service de l'économie nationale", M. Abadlia a expliqué que la conjoncture actuelle exigeait la mise en place d'"une stratégie claire de recherche scientifique pour orienter les politiques générales vers des approches efficaces en vue de la rationalisation de l'utilisation des ressources, et le renforcement et l'amélioration des services". Il a relevé, en outre, l'importance d'élaborer cette stratégie, notamment pour "trouver des solutions innovantes à même de réaliser un progrès économique, social et

culturel", en sus d'orienter la recherche universitaire vers davantage d'innovation. "Le soutien du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a fait de la recherche scientifique une priorité nationale et l'objectif de l'élite nationale pour mettre les sciences et les technologies au service du développement durable permettent d'assurer la mise en œuvre d'une stratégie reposant sur la programmation, la coordination et l'évaluation des programmes de la recherche scientifique et de l'innovation", a-t-il poursuivi. Le président du CNRST a également appelé à "la révision du système national de recherche, créé en 1973 et qui a montré ses limites en termes de performance, et ce, afin de s'adapter avec les objectifs du développement socioéconomique". Après avoir souligné l'existence "d'une volonté politique pour remédier aux lacunes dans le domaine de la recherche scientifique", le même responsable a exprimé la disponibilité du CNRST à

contribuer à "une meilleure Gouvernance" de ce domaine (la recherche scientifique), notamment à travers "la rationalisation de l'utilisation des ressources et l'amélioration des services, la fixation des objectifs de la recherche et la mobilisation des chercheurs, en sus d'octroyer les financements nécessaires, de fixer les rendez-vous des travaux de recherche et d'évaluer le retour sur investissement". Dans le même contexte M. Abadlia a insisté sur l'importance de la formation des ressources humaines et d'œuvrer "au développement de la prise de conscience de l'importance des sciences, de la technologie et de l'innovation au niveau du système éducatif pour orienter les efforts vers la recherche pour le développement et l'innovation". Le CNRST "œuvrera à la vulgarisation de la culture d'évaluation de la recherche scientifique sur la base d'indicateurs et d'objectifs prédéterminés, ainsi qu'à la consécration de la valorisation des résultats de la recherche comme preuve de

succès de la politique publique de recherche, tout en assurant l'innovation et le transfert de la technologie et de l'expertise", a-t-il assuré. De son côté, le président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, le professeur Kamel Senhadji, a appelé, lors de son intervention sur les indicateurs de la sécurité sanitaire, à "la conjugaison des efforts des acteurs du domaine de la santé et au renforcement de la coordination entre les différentes instances", exprimant la "disponibilité" de l'agence à contribuer au développement de la recherche scientifique, notamment dans le domaine de la sécurité sanitaire. Les participants à ce colloque, qui sera suivi par l'organisation de la 2ème Assemblée générale du CNRST, ont plaidé pour "l'adaptation" du système de recherche scientifique en Algérie aux évolutions au niveau international, dans le but de "valoriser les résultats de la recherche scientifique et contribuer à la réalisation du décollage économique escompté".

CORONAVIRUS:

Aucun nouveau cas et aucun décès ces dernières 24h

Aucun nouveau cas confirmé de coronavirus (Covid-19) et aucun décès n'ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué samedi le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés reste ainsi inchangé (271369 cas), celui des décès demeure également stable à 6881 cas, alors que le nombre total des patients guéris

passé à 182739 cas avec la nouvelle (1) guérison enregistrée ces dernières 24 heures. En outre, aucun patient n'est actuellement en soins intensifs, souligne la même source. Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

MASCARA :

Une caravane médicale au profit des habitants des régions déshéritées (DSP)



Une caravane médicale destinée à la prise en charge des malades des zones rurales déshéritées s'est ébranlée jeudi pour sillonner la wilaya de Mascara, a-t-on appris auprès de la Direction locale de la santé et de la population. Cette caravane, lancée à partir de la commune de Aouf, coïncide avec la célébration de la Journée nationale du service d'aide médicale (26 janvier). Elle sillonnera plusieurs collectivités rurales reculées de la wilaya pour assurer des examens et fournir des médicaments, particulièrement aux personnes souffrant de maladies chroniques nécessitant un accompagnement médical, social et psychologique, a-t-on expliqué. Cette opération se poursuivra jusqu'à la fin du premier

trimestre de cette année. Elle concerne également des opérations de dépistage précoce de diverses maladies chroniques telles que la pression artérielle, le diabète et le cancer du sein. Le staff chargé d'encadrer la caravane est composé de médecins, de psychologues et d'agents paramédicaux dotés de moyens matériels nécessaires. Au cours de la première journée de cette caravane, qui a ciblé plusieurs zones éloignées de la commune d'Aouf, plus de 50 examens médicaux ont été effectués. Trois personnes âgées souffrant de maladies chroniques ont été évacuées à l'établissement de santé publique de la même collectivité locale, a-t-on indiqué à la Direction de la Santé et de la population (DSP).

En Chine, la médecine traditionnelle en renfort face au Covid

Ils sont opposés aux médicaments chimiques ou veulent un complément, alors ils utilisent gélules de plantes, tisanes ou acupuncture: de nombreux Chinois ont recours à la médecine traditionnelle contre l'actuelle vague de Covid en Chine. Le président Xi Jinping promeut régulièrement la médecine traditionnelle chinoise (MTC) et les autorités louent son rôle face à la maladie, en complément d'une médecine moderne qui reste de loin le mode de soin privilégié dans le pays. La médecine traditionnelle regroupe diverses pratiques (médicaments à base de plantes, minéraux ou extraits d'animaux, massages, acupuncture, diététique, gymnastique tai-chi...) et est utilisée depuis des millénaires. Ses détracteurs, nombreux en Chine même, la voient comme une pseudoscience inefficace et soulignent qu'il existe peu d'études scientifiques prouvant sa potentielle efficacité. Mais des millions de personnes l'utilisent dans le pays, louant la quasi-absence d'effets secondaires, qui sont de coutume avec les médicaments classiques dits "occidentaux" (fa-



tigue, troubles digestifs voire endocriniens). Employé d'une société de conseil à Pékin, Yu Lei, 38 ans, était

fiévreux durant son Covid, alors il s'est fait une tisane de cassier, sorte de cannelle chinoise, avec racines de

pivoine, réglisse, jujubes et gingembre, une décoction aux propriétés réputées anti-inflammatoires.

**UN COVID LONG,
DES SYMPTÔMES
QUI S'ÉTERNISENT...
Pensez à consulter
votre médecin**

Persuadés de souffrir des effets d'un covid long, certains patients ne pensent tout simplement pas à consulter leur médecin pour des troubles et des symptômes persistants... Or, il peut s'agir d'une autre pathologie, comme l'explique le Dr Gerald Kierzek, directeur médical de Doctissimo. "Il pensait avoir un covid long, il souffrait en fait d'une leucémie". Le titre choc, publié par The Independent en Angleterre a de quoi terrifier. Mais ce cas extrême illustre la nécessité de consulter en cas de symptôme persistant. Après son infection au covid-19, ce trentenaire continuait de ressentir une immense fatigue, des sueurs nocturnes et de la fièvre attribuant cela à un covid long. Mais après avoir consulté une équipe médicale, le verdict tombe : c'est une leucémie, touchant son système nerveux central. Au delà de ce cas extrême et fort heureusement rare, il convient de rappeler qu'après un covid, si un ou plusieurs symptômes persistent, n'hésitez pas à en vérifier l'origine auprès de votre médecin.

Le covid long, un phénomène encore mystérieux

Il faut dire que ce covid long brouille souvent les pistes. Sans qu'on sache vraiment pourquoi, à ce jour, 10 à 20% des personnes touchées par le covid continuent de souffrir de fatigue et d'autres symptômes pendant plusieurs mois selon l'Organisation Mondiale de la Santé. Pourquoi certaines personnes sont-elles atteintes ? Quels sont les principaux symptômes ? Les réponses ne sont pas simples. Interrogé sur le sujet en septembre dernier, Olivier Robineau, infectiologue au centre hospitalier de Tourcoing répondait : "Il n'y a pas de symptômes vraiment spécifiques au Covid long mais ils ont quand même certaines caractéristiques: ils sont fluctuants avec une fatigue qui reste en toile de fond, ils semblent s'exacerber après un effort intellectuel ou physique et se raréfient au cours du temps".

Récemment, une nouvelle étude, dont Doctissimo s'était fait l'écho, l'affirmait cependant : la grande majorité des symptômes du covid long cesseraient avant 12 mois. Il s'agirait donc de prendre son mal en patience. Mais aussi de ne pas tout mettre sur le dos du covid long.

"Le covid long est un diagnostic d'élimination"

Aussi, face à des symptômes qui persistent, comme de la fatigue, des sueurs, des ganglions, ou tout autres signes inhabituels qui perdurent dans le temps, mieux vaut consulter avant tout son médecin pour des vérifications de routine. Pour le Dr Kierzek, directeur médical de Doctissimo, le rendez-vous est une priorité : Ainsi, ce covid long dont vous pensez souffrir pourrait bien vous retarder dans la prise en charge d'un autre souci de santé. "Le covid long est un diagnostic d'élimination. C'est-à-dire qu'on le pose après avoir éliminé d'autres diagnostics par des examens complémentaires simples (prise de sang, imagerie...) pour pouvoir dire qu'il n'y a rien d'autre, comme un trouble de la thyroïde, une pathologie neurologique, une pathologie respiratoire, ou psychologique... Il ne faut pas conclure trop rapidement au covid long". Comme le médecin le rappelle, il serait d'autant plus dommage de retarder cette consultation, que la grande majorité des autres causes sont curables avec un traitement adapté. Et parfois même plus rapidement que le covid long que vous pensez avoir.

"DIED SUDDENLY" : Sur les réseaux sociaux, la mort récupérée par les anti-vaccins

Lisa Marie Presley et Jeff Beck, victimes du vaccin anticovid ? Sur les réseaux sociaux, le mot-clé "died suddenly" (mort subitement) apparaît dès qu'une célébrité meurt, attribuant son décès au vaccin. Malgré l'absence totale de fondement scientifique, la rumeur connaît un franc succès. La vaccination anticovid est un sujet majeur de désinformation

depuis ses débuts en 2021 et les affirmations liant vaccins et décès soudains connaissent un regain de viralité depuis la sortie fin novembre d'une vidéo intitulée "Died suddenly". Ses images chocs de personnes jeunes s'écroulant sans raison apparente, entrecoupées de commentaires anxigènes sur les vaccins, avaient cumulé plus de 9 millions de

vues sur la plateforme vidéo Rumble au 17 janvier. Dès le lendemain de sa sortie, le mot-clé "diedsuddenly" a explosé sur Twitter, passant de 4.000 tweets le 20 novembre à plus de 76.000 le 22. "Chaque fois qu'un tweet fait le lien entre la mort et le vaccin, c'est le buzz assuré", analyse la sociologue française des sciences et des croyances Romy Sauvayre

(Université de Clermont Auvergne), interrogée par l'AFP. "Une vieille technique des antivax", abonde l'oncologue américain David Gorski sur le site de lutte contre la désinformation médicale Sciencebasedmedicine, tout en rappelant qu'"il n'y a pas de preuve de corrélation, encore moins de lien de causalité" entre le vaccin et ces décès soudains.

INNOVATION : ils inventent un filtre qui élimine 99,9 % des microplastiques de l'eau... en 10 secondes

Une équipe coréenne a mis au point un nouveau filtre à eau hautement efficace, capable d'éliminer la quasi-totalité des microplastiques, ainsi que d'autres polluants en seulement quelques secondes. Un espoir bienvenu, surtout pour les populations qui n'ont pas accès à l'eau potable. Parmi l'avalanche d'informations environnementales anxigènes, certaines annonces ont le don de nous redonner de l'espoir. C'est le cas de l'invention dévoilée par l'Institut des sciences et technologies de Daegu Gyeongbuk en Corée qui a mis au point un filtre d'un nouveau type, capable d'assainir l'eau de toute pollution plastique. Une prouesse quand on sait qu'aujourd'hui les microplastiques sont un fléau sur la Terre. "Entre 5 millimètres et quelques centaines de nanomètres, soit 70 fois plus petit que l'épaisseur d'un che-

veu, ils sont retrouvés partout dans l'environnement : l'air, les habitations, les cours d'eau, la terre mais aussi les océans" annonce l'Anses sur son site. De fait, les microplastiques se retrouvent également dans nos organismes, dans le lait maternel, le sang ou même dans nos selles.

99,9% des microplastiques absorbés

Compte tenu de la menace actuelle, de nombreuses équipes travaillent actuellement sur le sujet des microplastiques. Celle des chercheurs Coréens s'appuie sur un matériau hautement poreux connu sous le nom de cadre covalent de triazine (CTF), qui offre une surface phénoménale pour piéger ce type de particules polluantes. Les chercheurs ont ainsi travaillé et tenté de doser cette molécule de CTF pour



attirer l'eau sans exposer le matériau à une oxydation excessive. Résultat ? Un produit qui peut éliminer plus de 99,9 % des microplastiques présents dans différents

échantillons en 10 secondes. Le matériau peut par ailleurs être réutilisé plusieurs fois sans que ses performances ne soient amoindries.

Comment l'analyse des eaux usées de Boston va aider à maîtriser l'épidémie de Covid-19

Plus de trois ans après son apparition, le Covid-19 est loin d'être éradiqué. Or, l'un des moyens de surveillance les plus fiables pour juger de son évolution au sein de la population est d'étudier la qualité des eaux usées. Aux États-Unis, Boston a décidé de se lancer dans un vaste programme à l'échelle de la ville entière afin de prévenir d'éventuels nouveaux pics. La municipalité de Boston lance un nouveau programme de surveillance de

ses eaux usées, destiné à surveiller le niveau d'évolution de l'épidémie de Covid-19, quartier par quartier. Cette décision intervient après une recrudescence des cas positifs en ville. L'idée est d'améliorer à l'avenir la capacité de réaction de la ville face à tout type de virus. Ce programme de surveillance des eaux usées va consister à prélever, deux fois par semaine, des échantillons depuis des bouches d'égout réparties un peu partout dans Bos-

ton, afin de pouvoir estimer l'importance de la présence du virus dans chaque quartier de la ville. Chaque variant est étudié, ce qui permettra d'avoir des statistiques précises sur leur évolution tout au long de la pandémie. Ces données peuvent être consultées en ligne, sur le site de la ville. Ce nouveau programme est mené en partenariat avec la société de distribution et de traitement de l'eau de la Nouvelle-Angleterre (la BWSC) et la société

Biobot Analytics, installée à Cambridge. Pour commencer, pas moins de 11 quartiers sont concernés (Brighton, Back Bay, Charlestown, Dorchester, East Boston, Hyde Park, Jamaica Plain, Mattapan, Roslindale, Roxbury et South Boston). A noter que les premiers résultats publiés sont plutôt encourageants. Cependant, des interventions cibleront les habitants des quartiers présentant des niveaux élevés ou croissants de virus.

Le CSJ accompagnera les jeunes pour la concrétisation de leurs aspirations

Le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) "accompagnera les jeunes pour la concrétisation de leurs aspirations et compte les associer au développement local et national", a affirmé samedi à Béni-Ounif (Bechar) son président Mustapha Hidaoui.

Dans son allocution de clôture des quatre (4) ateliers des "Groupes de discussion de jeunes", ouverts quatre jours durant à l'institut national supérieur de formation professionnelle (INSFP) Bendouda Kouider au chef lieu de cette commune frontalière, Hidaoui a indiqué que le "CSJ entend accompagner, avec le soutien des hautes autorités du pays, les jeunes pour la concrétisation de leurs aspirations et les associer à la réalisation d'une vision unifiée pour qu'ils puissent contribuer au développement local et national". "Le CSJ compte également accompagner les jeunes dans le montage de leurs projets et, par ricochet, prendre en charge leurs différentes préoccupations", a-t-il indiqué lors d'une rencontre avec les jeunes de cette collectivité à laquelle ont pris part les autorités locales, précisant que "les ateliers de Groupes de discussion de jeunes, comme ceux de Béni-Ounif, ont pour finalité l'écoute et l'accompagnement des jeunes pour la concrétisation de leurs aspirations et ambitions dans le cadre du plan 2023-2033". Les participants aux activités des "Groupes de discussions de jeunes" de Mostaganem ont souligné, pour leur part, l'importance de cette initiative en sa "qualité de force de proposition et d'outil permettant de concrétiser les propositions des jeunes dans les différents domaines". Dans son allocu-



tion, le coordinateur de la rencontre de wilaya des "Groupes de discussion de jeunes", Abderrahmane Sassi, a souligné que ces groupes œuvrent à élaborer une vision pour le CSJ pour les dix prochaines années. Ces rencontres, a-t-il dit, permettent de connaître les intérêts des jeunes dans les différents domaines

et déterminer leurs rôles dans le développement local, ainsi que le soutien de leur adhésion dans l'intérêt commun selon un schéma objectif. Pour Samia Abbassa, membre du CJS de la wilaya de Mostaganem, l'objectif de ces groupes est "d'impliquer les jeunes dans la préparation d'une vision pour le Conseil dans ses

diverses activités et programmes destinés principalement à cette frange importante de la société". Le représentant de l'Université Abdelhamid Ibn Badis de Mostaganem, Kamel Kahli, a souligné l'utilité d'impliquer l'université dans l'encadrement des groupes de discussion des jeunes, notant que cette initiative "s'inscrit dans la volonté des établissements d'enseignement supérieur de développer la formation universitaire et de moderniser les stratégies et les méthodes d'enseignement". Le président de l'Académie nationale pour la créativité et l'innovation, Fawzi Berrahma, a souligné l'importance "d'aller vers une économie de la connaissance et de développer les contributions des jeunes dans les domaines de la créativité et de l'innovation, tout en renforçant le lien entre les compétences des jeunes à l'intérieur et à l'extérieur du pays et dans diverses disciplines". Les "Groupes de discussions de jeunes" qui ont eu lieu à la maison de la culture Ould Abderrahmane Kaki ont vu la participation de près de 200 jeunes de la wilaya de Mostaganem, répartis en cinq ateliers traitant de thèmes inhérents à "les domaines de la jeunesse, préoccupations et propositions", "suivi et évaluation", "la culture de la jeunesse et l'adhésion dans la vie publique", "l'administration du Conseil et sa gestion" et "Communication et réseautage".

VAGUE DE FROID : Prise en charge effective des sans abris

La vague de froid touche toutes les régions du pays. Pour éviter des cas d'hypothermie, plusieurs associations se mobilisent pour apporter aux sans abris un plat chaud et des couvertures. L'objectif est le même pour tous les bénévoles, permettre aux personnes vivant dans les rues de passer un hiver chaud. Sur les réseaux sociaux, les appels aux dons et à la mobilisation se sont multipliés ces derniers jours. Même si le thermomètre affiche des températures négatives, convaincre certains d'entre eux de se mettre au chaud est une mission très difficile pour les bénévoles. Pour apporter de l'aide à un grand nombre d'entre eux, les ambassadeurs de la bonne cause se donnent rendez-vous chaque soir pour leur apporter un repas chaud. Des appels aux dons de denrées alimentaires, vêtements, sacs de couchage, matelas et couverture sont lancés via les pages de plusieurs associations. L'association Piété et bienfaisance est l'une d'entre elles. «Nous sommes tous mobilisés pour leur dire qu'ils ne sont pas seuls», dira Fouzi Rabhi son président. Chaque soir entre 200 et 250 plats sont distribués à ces personnes. En plus de la nourriture, les bénévoles s'occupent aussi de leur état de santé. Des journées sont organisées pour prendre des personnes malades ou blessées chez les médecins et de leur acheter des médicaments. «Il est important de se rappeler aussi que ces sans-abris n'ont pas besoin de manger uniquement mais il faut penser à leur état de santé et aux autres besoins de la vie quotidienne. D'autres ont besoin juste de leur parler et écouter leur histoire», a-t-il ajouté. «Pour le moment, tous les SDF que nous avons croisés disposent de couverture. En ces temps de froid, ils ne demandent qu'un repas chaud d'où notre appel aux bienfaiteurs de nous approvisionner en lentilles, haricots, légumes pour les soupes et les boîtes en aluminium», a-t-il rappelé. Pour sa part, Mme Imane Bouatoura, chargée des relations extérieures de l'association Sanabel El Kheir, indique qu'une grande caravane sera lancée incessamment vers la wilaya d'Adrar. Selon elle, le repas est préparé selon les dons des bienfaiteurs. «Nous sommes en train de mener une bataille quotidienne pour améliorer la situation des sans abris et toute personne en besoin», a-t-elle dit. Elle a également précisé que l'initiative s'est élargie aussi aux voyageurs au niveau de la gare routière du Caroubier et au niveau de certaines structures de santé notamment aux services des urgences pour les malades et leurs accompagnateurs. **Chercher des solutions pérennes** L'association humanitaire Brin d'espoir de la wilaya de Tizi Ouzou n'est pas en reste. Selon Mme Hayat Benabdessalam, vice-présidente, un appel est lancé aux familles pour accueillir chez elles, notamment, les personnes âgées. «Il est anormal de voir une personne âgée errant dans la rue. Que nous reste-t-il de nos valeurs ancestrales où on fait attention à la réputation de la famille ?», s'est-elle interrogée. La situation des personnes âgées qui vivent dans les rues doit être étudiée. Depuis sa création, l'association se mobilise pour apporter aide et assistance aux personnes sans abri. Donner, selon elle, un repas et une couverture pour les SDF n'est pas une solution définitive avant que ces personnes arrivent à un stade de non retour où ils s'habituent à vivre dans les rues.

NEIGE: Un afflux record de visiteurs à Tikjda

Un afflux record de visiteurs est enregistré vendredi et samedi à Tikjda (Nord-est de Bouira), où la route nationale (RN) 33 menant vers ce merveilleux site touristique connaît d'énormes embouteillages causés par la neige et le grand nombre de véhicules l'ayant emprunté, a-t-on constaté. Depuis vendredi soir, de longues files de voitures coincées par la neige, ont été observées sur le long de la RN 33, et certains visiteurs, dont des familles, ont failli passer la nuit dehors, en plein froid, sans l'intervention des services de la gendarmerie nationale et de la protection civile qui ont réussi à débloquer la voie tard dans la soirée. C'est dans le cadre d'un dispositif de sécurité mis en place par les autorités de la wilaya pour assurer la sécurité des citoyens et des touristes que les éléments de la gendarmerie nationale et de la protection civile sont intervenus pour apporter aide et secours à plusieurs familles coincées sur les hauteurs de Tikjda. Jeudi matin, un automobiliste a été secouru par les mêmes services sur la RN33 après le dérapage de son véhicule. Certains autres visiteurs transportés dans des bus ont passé de longues heures sur la route pour pouvoir enfin rentrer chez-eux vendredi tard dans la soirée à Alger, Béjaia et Bordj Bou Arréridj. Par ailleurs, les hôtels du centre national de sport et de loisir de Tikjda (CNSLT), qui compte plus de 400 lits, ont déjà affiché complet depuis jeudi dernier. "Le centre est complet en cette période de neige, toutes les chambres sont prises. Ce week-end, nous avons constaté un afflux record", a indiqué Khaled Djellal, responsable au CNSLT. La circulation automobile était toujours difficile jeudi sur la RN33 menant vers Tikjda, et les citoyens sont appelés à faire preuve de prudence. Depuis mardi dernier, les services de la Gendarmerie nationale appellent les usagers de la route à la vigilance. Les mêmes services ont prévenu, via l'application officielle "Tariki", qu'un trafic difficile est enregistré sur la RN 33, alors que d'autres routes nationales et chemins de wilayas étaient toujours fermés en raison des chutes de neige enregistrées ces derniers jours sur les hauteurs. La RN 33 demeure toujours fermée en raison des chutes de neige dans la région Aswel, ainsi que la RN 15 entre les communes d'Aghbalou (Bouira) et Iferhounen (Tizi Ouzou) au niveau du Col de Tirourda, la RN 33 reliant les communes de Bouira et Ouacif (Tizi Ouzou) dans les régions de Tikjda et Tirourda (commune Lasnam).

DECOUVRANT LA NEIGE EN ALGERIE: Un touriste égyptien s'émerveille



L'Algérie, est un pays qui a fait parler de lui ces dernières semaines grâce à son désert à perte de vue. Mais il faut savoir que le climat algérien est variable et que le pays est un terrain ou faune, flore mais surtout nature sont présents sous toutes leurs formes. Avec le froid actuel, les montagnes se sont enneigées et ça, depuis mercredi, les chutes de neige qui s'abattent depuis mercredi sur plusieurs régions du pays. Si pour les pays nordiques cette vue n'a rien d'exceptionnel, pour d'autres populations mondiales moins habitués à la neige ceci est un réel spectacle à ciel ouvert. Ce spectacle, un vidéaste égyptien en a été témoin, et n'a

pas manqué de relayer cette expérience sur ses réseaux sociaux. Cet homme, c'est Mahmoud Ibrahim, un Youtuber suivi par 318.000 personnes. Il faut savoir que le créateur de contenu est déjà en Algérie depuis quelques semaines, visitant les différentes villes à la découverte de la culture. Comme énoncé précédemment, le touriste égyptien a été impressionné par la neige en Algérie. C'est dans une vidéo publiée sur sa chaîne Youtube ce vendredi 20 janvier 2023 que l'homme exprime sa joie. Nous pouvons voir Mahmoud dans la forêt de Djebel El Ouahch, située dans la wilaya de Constantine. Il découvre la neige, et finit par

jouer dans celle-ci, le sourire au lèvres, vraisemblablement séduit par l'expérience. La vidéo est vite devenue virale sur les réseaux sociaux et comptabilise déjà 117 000 vues uniquement sur Youtube. Nous pouvons aussi voir, dans les commentaires, les Algériens qui encouragent le tourisme du pays en souhaitant la bienvenue à Mahmoud. Pour rappel, la météo de ce samedi indique qu'une partie du nord de l'Algérie est en rouge, c'est-à-dire qu'une alerte météo annonce de la neige jusqu'à demain dimanche à 15 h 00. Pour les personnes souhaitant profiter de ces paysages blancs, il n'est donc pas trop tard.

Face à la Russie, l'atout de la résilience de l'économie européenne

Certes, ces prochains mois, l'économie de l'UE devra faire face à des vents contraires, avec une inflation élevée et des prix énergétiques qui pourraient repartir à la hausse. Mais il faut se féliciter que les Vingt-Sept aient réussi à contenir les effets de la guerre sur son économie.

Près d'un an après le début de l'invasion russe de l'Ukraine, au-delà de la tournure que prennent les combats, un autre enjeu pèse sur l'issue du conflit : celui de la résilience de l'économie européenne face aux conséquences de la guerre. De la capacité à absorber ce choc dépendent deux choses : la solidité du soutien que les Vingt-Sept apportent à Kiev et l'acceptabilité des efforts qui sont demandés à leurs citoyens. Or, depuis quelques semaines, les sombres perspectives sur la conjoncture européenne commencent à se dissiper. L'Allemagne table désormais sur une légère croissance au premier trimestre, alors qu'il y a encore quelques semaines la plupart des économistes misaient sur une récession. L'inflation se calme, les difficultés d'approvisionnement se résorbent, et l'industrie a su s'adapter à la crise énergétique. Le « bouclier » de 200 milliards d'euros brandi par le gouvernement d'Olaf Scholz pour protéger les entreprises allemandes paraît aujourd'hui largement surdimensionné. Après une phase délicate de flambée des prix du gaz, entraînant dans son sillage celle des prix de l'électricité, l'Europe a su se sevrer en un temps record des énergies fossiles russes. La douceur de l'hiver, l'efficacité des mesures de sobriété et la diversification des approvisionnements ont permis de calmer la spéculation et d'éloigner les menaces de pénurie. En ce début d'année 2023, les cours du



gaz naturel et de l'électricité sont même inférieurs à ceux constatés juste avant l'éclatement du conflit.

Chômage au plus bas

L'emploi tient également le choc. La zone euro compte trois millions d'emplois de plus qu'avant la pandémie de Covid-19, et le chômage est au plus bas. La France ne fait pas exception. Malgré le ralentissement de la croissance, les faillites d'entreprises restent contenues, et le taux de chômage, en baisse de 10 % sur l'ensemble de 2022, est revenu à son niveau de 2011. Quant à la croissance, elle s'annonce plus molle, mais il n'y aura ni recul du PIB ni explosion du chômage, même si le pouvoir d'achat des Français est sous tension. Ces bonnes nouvelles viennent contredire

le récit nourri par la propagande russe et repris à leur compte par certains partis d'opposition en France. Les sanctions occidentales et le soutien à l'Ukraine devaient précipiter la récession de l'économie européenne. La pression exercée par le mécontentement des opinions publiques finirait par faire voler en éclats l'unité des Européens face à l'agression russe. Le scénario ne s'est pas produit et chaque jour apporte la preuve que le prix à payer pour défendre nos intérêts n'a rien d'exorbitant et que la détermination des Vingt-Sept n'est pas près de vaciller. Certes, ces prochains mois, l'économie européenne devra encore faire face à des vents contraires, avec une inflation élevée et des prix énergétiques qui pour-

raient repartir à la hausse dès que la Chine aura tourné la page du Covid. Mais, en attendant, il faut se féliciter que l'Union européenne (UE) ait réussi à contenir les effets de la guerre sur son économie. Si la Russie n'a pas pu éviter la récession en 2022, elle fait également mieux que prévu. Cela pourrait ne pas durer, car les effets des sanctions décidées par les Occidentaux sont graduels et cumulatifs. Plus le temps passe, plus leur impact s'intensifiera. La guerre en Ukraine ne se joue pas seulement sur la capacité des Européens à soutenir l'effort de guerre ukrainien, elle dépend aussi du rapport de force sur le plan économique entre l'UE et la Russie. La première qui craquera perdra une bataille importante.

Airbus va embaucher 13.000 personnes cette année

7.000 de ces recrutements seront des créations de postes pour assurer l'augmentation des cadences de production et le développement du futur avion vert. C'est autant d'embauches qu'en 2022 et une excellente nouvelle pour l'écosystème aéronautique. Airbus prévoit d'embaucher 13.000 salariés en 2023, dont 7.000 créations de postes, a annoncé ce jeudi Thierry Baril, le DRH du groupe aéronautique. Les deux tiers de ces embauches auront lieu dans les quatre principaux pays d'implantation de l'avionneur : la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Espagne. En 2022, Airbus a déjà atteint « un record historique » de recrutements avec l'arrivée de 7.000 salariés supplémentaires et de 6.000 autres pour remplacer des départs naturels. Ces chiffres gommant les conséquences de la crise du Covid-19 qui avait conduit Airbus à réduire drastiquement ses cadences de production et à annoncer 15.000 suppressions d'emploi, un dispositif revu à la baisse à la faveur des aides publiques comme les dispositifs de chômage partiel mis en place par les Etats. Le besoin de salariés supplémentaires tient en partie à la montée en cadence amorcée par l'avionneur, notamment pour ses monocouloirs A320. Airbus, qui en produisait quarante par mois pendant la pandémie, compte passer à 65 appareils en 2024 et 75 « au milieu de la décennie ».

Nouveaux métiers

L'avionneur, qui a annoncé son intention de faire voler un avion commercial à hydrogène en 2035, veut aussi embaucher dans de nouveaux métiers et spécialités liés à la décarbonation, à la transformation numérique et à la cybertechnologie. Dans le domaine de la défense, il est également l'un des principaux industriels chargés de développer le système de combat aérien futur (Scaf), voulu par Paris, Berlin et Madrid et qui fera largement appel à des technologies numériques qu'il reste à créer. Toutes les divisions du groupe sont concernées par les embauches, dont 60 % concernent la branche Avions commerciaux, 25 % la division Défense et Espace et 15 % Airbus Helicopters. Actuellement 70 % des effectifs d'Airbus sont des cols blancs et 27 % sont des femmes, présentes davantage dans les fonctions support ou d'ingénierie.

Le président sud-africain annule son voyage à Davos en raison de la crise énergétique

Cyril Ramaphosa devait conduire une délégation au Forum économique mondial, mais il restera dans son pays pour s'entretenir notamment avec la compagnie publique Eskom. Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a annulé sa participation au Forum économique mondial de Davos en raison de la crise énergétique aiguë que traverse son pays, a annoncé son porte-parole dimanche 15 janvier. L'Afrique du Sud connaît des pannes d'électricité records et les problèmes rencontrés par la compagnie publique Eskom, qui produit plus de 90 % de l'électricité du pays, se sont encore aggravés au cours de l'année écoulée. M. Ramaphosa devait diriger cette semaine une délégation gouvernementale dans la station des Alpes suisses, mais il restera dans son pays pour s'entretenir avec Eskom et des dirigeants politiques, a déclaré le porte-parole présidentiel, Vincent Magwenya. « Le président convoque une réunion avec les dirigeants des partis politiques représentés au Parlement, le Neccom [National Energy Crisis Committee] et le conseil d'administration d'Eskom », a écrit M. Magwenya sur Twitter. Les délestages se multiplient en Afrique du Sud depuis des années, Eskom ne parvenant pas à suivre le rythme de la demande et à entretenir ses infrastructures vieillissantes – des centrales au charbon pour la plupart. Mais les pannes ont atteint de nouveaux records ces douze derniers mois, la compagnie se défendant en mettant en cause des sabotages. Cette semaine, à cause d'une nouvelle panne dans ses installations, elle a même annoncé des délestages qui pourront durer jusqu'à près de douze heures par jour, et ce jusqu'à nouvel ordre. Ces coupures, qui ont déjà coûté au pays des centaines de millions de dollars en perturbant le commerce et l'industrie, exacerbent le mécontentement de la population. D'autant plus qu'Eskom va augmenter ses tarifs de 18,65 % à partir d'avril. Dans ce contexte, le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique (DA), a appelé samedi les Sud-Africains à se joindre à une « grande marche de protestation », le 25 janvier à Johannesburg, pour « exprimer leur colère » face à cette situation.

AFRIQUE DU SUD :

La filière agroalimentaire affectée par les coupures de courant à répétition

Les délestages entravent la production de certains produits, entraînant un manque d'approvisionnement qui pourrait aboutir à une hausse des prix. Des dizaines de milliers de poulets étouffés à cause d'une ventilation coupée, du lait tourné dans des chambres froides répétitivement à l'arrêt...

La crise de l'électricité en Afrique du Sud menace la production de nourriture, alerte la filière agricole. Les coupures d'électricité récurrentes qui plombent la première puissance économique africaine entravent la production de certains produits, entraînant un manque d'approvisionnement – notamment en viande de poulet – qui pourrait aboutir à une hausse des prix, a alerté le principal syndicat agricole, AgriSA, interrogé par l'AFP lundi 23 janvier. « L'accès à la nourriture va devenir un problème, en particulier pour les ménages modestes et surtout pour le poulet, une des sources de protéines les plus abordables », a mis en garde Kulani Siweya, économiste pour AgriSA. L'Afrique du Sud est en proie à des coupures d'électricité qui se sont aggravées depuis l'année dernière, pouvant aller jusqu'à plus de onze heures par jour. L'entreprise publique Eskom, gravement endettée après des années de corruption et qui peine avec des centrales vieillissantes régulièrement en panne, est incapable de produire suffisamment de courant pour les 60 millions d'habitants. Pour pallier le manque, la compagnie programme des délestages, qui ont atteint des durées records ces derniers mois, provoquant la colère dans le pays et coûtant des centaines de millions de dollars aux entreprises.

70 restaurants KFC fermés

La semaine dernière, au moins 40 000 poulets sont morts dans une exploitation à plus de 200 km à l'ouest de Johannesburg. « Ce n'était pas beau à voir », a déploré l'éleveur, Herman Du Preez, auprès de l'AFP. Les volailles, en élevage intensif sous d'immenses hangars, ont selon lui succombé au manque d'air, à cause d'un système

de ventilation à l'arrêt. Dans sa ferme, l'agriculteur enrage, expliquant vouloir simplement travailler pour « nourrir le pays, fournir des emplois, mais il est impossible de faire fonctionner une ferme au diesel ».

Contre les coupures, les Sud-Africains qui en ont les moyens achètent des générateurs au diesel pour alimenter leur foyer.

ASSURANCE EN FRANCE :

Le coût des dégâts des catastrophes naturelles estimé à 10 milliards d'euros en 2022

SINISTRES Un record depuis 1999, souligne la fédération d'assureurs, dû à « l'intensification des phénomènes » climatiques extrêmes et une « augmentation de leur fréquence ». Et avec le réchauffement climatique, ce n'est que le début. En 2022, en France, les dégâts causés par les catastrophes naturelles devraient coûter 10 milliards d'euros, a estimé jeudi France Assureurs. Un record depuis 1999, souligne la fédération d'assureurs, dû à « l'intensification des phénomènes » climatiques extrêmes et une « augmentation de leur fréquence ». L'année 2022 « sur le front des événements climatiques c'est véritablement l'annus horribilis », a détaillé Florence Lustman, présidente de France Assureurs interrogée sur Europe 1, énumérant les nombreux épisodes d'orages de grêle, les tempêtes, les inondations et « une année égale-



ment exceptionnelle sur le front de la sécheresse ».

Les feux de forêts salent l'addition

Dans le détail, les épisodes de grêle et les tempêtes entre mai et juillet ont coûté 6,4 milliards d'euros, précise la fédération à l'AFP. A cela s'ajoute les effets de la sécheresse notamment sur les maisons individuelles pour une enveloppe proche des 2,5 milliards d'euros. En

France, environ 54 % des maisons individuelles sont situées en zone d'exposition moyenne ou forte au retrait-gonflement des sols argileux (RGA), un phénomène lié aux successions d'épisodes de sécheresse l'été et de ré-humidification des sols en automne ou en hiver qui peut engendrer d'importants dégâts. Quelque 3,3 millions de maisons, soit environ 16 % du total, sont même situées en zone de risque fort. Les sinistres constatés sur les récoltes, les inondations et les épisodes de feux de forêt lors de l'été, complètent le tableau. Ce montant pour 2022 marque une augmentation significative par rapport à la période 2017-2021. Ces phénomènes climatiques ont en effet coûté en moyenne 3,5 milliards d'euros par an sur la période. L'année 2022 est aussi la pire année depuis 1999, marquée par les tempêtes Lothar et Martin.

GUERRE EN UKRAINE : A Vouglédar, une confrontation « féroce » oppose les forces russes et ukrainiennes...

À l'occasion de la journée internationale des victimes de l'Holocauste vendredi, Vladimir Poutine a accusé « les néonazis en Ukraine » de commettre des crimes contre les civils, une rhétorique que le président russe utilise régulièrement pour justifier son offensive militaire.

De son côté, le Premier ministre polonais a frontalement accusé Vladimir Poutine de « construire de nouveaux camps » de concentration. Les troupes ukrainiennes sont engagées dans une confrontation « féroce » avec les forces russes qui tentent de s'emparer de Vouglédar, au sud-ouest de Donetsk, en Ukraine orientale où les combats se sont intensifiés ces derniers jours. Une nouvelle offensive russe serait en préparation pour le 24 février, un an jour pour jour après l'invasion par la Russie de l'Ukraine, selon Oleksii Danilov, secrétaire du Conseil de défense et de sécurité nationale d'Ukraine. D'après l'Institute for the Study of War, Moscou cherche à « disperser » les forces ukrainiennes afin de « créer les conditions d'une opération offensive décisive ».

Des hauts-gradés américains suggèrent la livraison de F-16 à Kiev

Des responsables militaires améri-

cains auraient exhorté le Pentagone à fournir des avions F-16 à l'Ukraine. « Je ne pense pas que nous y soyons opposés », a indiqué un haut responsable du département américain de la Défense à Politico, sous couvert d'anonymat.

Kiev et le groupe Wagner revendiquent le contrôle de Blahodatne

Le groupe Wagner, qui mène sa propre offensive en Ukraine à côté des troupes régulières russes, a déclaré samedi sur Telegram que ses unités avaient pris le contrôle de Blahodatne, une ville à l'est de Donetsk proche de la frontière avec la Russie. Mais dans leur rapport quotidien ce matin, les forces armées ukrainiennes ont indiqué avoir « repoussé les attaques des occupants dans la zone de Blahodatne » et dans 13 autres « colonies de peuplement » de la région.

Kiev sanctionne 182 entreprises russes et biélorusses

Volodymyr Zelensky a annoncé une



nouvelle série de mesures visant à bloquer les connexions de la Russie et de la Biélorussie en Ukraine. 182 entreprises sont

concernées, principalement dans le domaine du transport de marchandises, de la location de véhicules et de la production de produits chi-

miques. La société de production d'engrais Uralkali, soutenue par Dmitri Medvedev et connue pour être en partie détenue par Dmitry Mazepin, père de l'ancien pilote de Formule 1 Nikita Mazepin avant son licenciement, est concernée. « Leurs actifs en Ukraine sont bloqués, leurs propriétés seront utilisées pour notre défense », a indiqué le président ukrainien dans un message vidéo.

Zelensky furieux contre le CIO

Volodymyr Zelensky est en colère contre le CIO. Il a en effet dénoncé l'« hypocrisie » du Comité international olympique qui, malgré des appels répétés de Kiev à bannir les sportifs russes et biélorusses des JO 2024 prévus à Paris, a déclaré mercredi « étudier » la possibilité de les autoriser à participer sous bannière neutre. Le président ukrainien a dont invité le chef du CIO, Thomas Bach, à visiter Bakhmout, l'un des points les plus chauds de la guerre « pour qu'il voie de ses propres yeux que la neutralité n'existe pas ».

GUERRE EN UKRAINE :

La Corée du Nord réfute livrer des armes à la Russie

Les Etats-Unis ont diffusé des images montrant des supposés wagons russes revenir de Corée du Nord chargés d'équipements militaires. Pyongyang a tenu une nouvelle fois ce dimanche à mettre les choses au clair sur son implication dans la guerre en Ukraine. La Corée du Nord a ainsi démenti fournir des armes à Moscou après que Washington l'a accusé de livrer des roquettes et des missiles au groupe paramilitaire russe Wagner. La semaine dernière, le porte-parole du Conseil de sécurité de la Maison-Blanche, John Kirby, a diffusé des images de renseignement américain montrant des supposés wagons russes revenir de Corée du Nord chargés d'équipe-

ments militaires, dont des roquettes pour Wagner. Dans la foulée, les Etats-Unis ont désigné Wagner comme une « organisation criminelle » et déclaré transmettre ces enregistrements à l'ONU dans le cadre des sanctions visant Pyongyang.

Une « rumeur créée de toutes pièces »

Dimanche, un haut représentant du gouvernement nord-coréen a dénoncé « une tentative stupide de justifier » les futurs envois d'armes à l'Ukraine par Washington, qui a promis jeudi 31 chars d'assaut Abrams à Kiev. Cité par l'agence de presse officielle KCNA, le directeur général du Département des affaires américaines nord-coréen,

Kwon Jong Gun, a rejeté cette « rumeur créée de toutes pièces » et prévenu les Etats-Unis qu'ils s'exposeraient à un « résultat vraiment indésirable » s'ils continuaient à la répandre. « Essayer de ternir l'image de (la Corée du Nord) en fabriquant une chose qui n'existe pas est une grave provocation qui ne peut jamais être permise et ne peut que déclencher une réaction », a-t-il ajouté. Kim Yo-jong, l'influente sœur du dirigeant nord-coréen Kim Jong-un, avait elle aussi critiqué vendredi les promesses d'envoi d'armes à l'Ukraine par les Etats-Unis, les accusant de « franchir encore plus loin la ligne rouge ».

Moscou, un rare allié de Pyongyang à l'ONU

La Russie est, avec la Chine, l'un des rares alliés internationaux de Pyongyang et a déjà aidé directement le régime nord-coréen. A part la Syrie et la Russie, la Corée du Nord est le seul pays à avoir reconnu l'indépendance de Lougansk et Donetsk, deux régions séparatistes prorusse de l'est de l'Ukraine. La Russie, membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, a pour sa part longtemps plaidé contre le durcissement des sanctions internationales contre la Corée du Nord et même demandé leur assouplissement pour des raisons humanitaires.

MALI :

Le comité de pilotage du référendum et des élections entame ses travaux

Le comité de pilotage du référendum et des élections générales au Mali s'est mis à la tâche, depuis lundi, pour réussir sa mission, lors d'une cérémonie d'ouverture de ses travaux au siège de l'Autorité indépendante de gestion des élections (AIGE), à Bamako, rapportent mardi des médias locaux. Cette rencontre du comité s'inscrit dans le cadre des préparatifs pour la bonne tenue des différents scrutins, selon l'agence de presse malienne (AMAP). Le comité de pilotage contribue, aussi, à la conception, au suivi et à la mise en œuvre des actions de formation destinée aux autorités administratives et agents électoraux, explique l'agence. « Notre objectif, en instaurant ce comité de pilotage, est qu'il puisse être le cadre de coordination des actions des départements ministériels concernés par les élections et des partenaires techniques et financiers », a expliqué Abdoulaye Maïga, ministre malien de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. En s'adressant aux administrateurs du comité, M. Maïga a déclaré que cette réunion pose « les jalons d'un partenariat franc, de mutualisation des efforts et des compétences afin de parvenir à l'organisation d'élections justes, crédibles et transparentes ».

L'OMS condamne l'enlèvement d'un médecin de l'organisation

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a condamné mardi l'enlèvement, la veille dans l'est du Mali, d'un médecin travaillant pour l'organisation. L'OMS « déplore l'enlèvement du Dr Mahamadou Diawara, qui a été enlevé par des personnes non identifiées dans sa voiture le 23 janvier 2023 dans la ville de Ménaka », a indiqué un communiqué du bureau régional de l'organisation onusienne pour l'Afrique. « Le conducteur de sa voiture a également été agressé et abandonné par les auteurs de l'enlèvement. Il se remet de l'incident », est-il précisé. L'OMS ajoute que le motif de l'enlèvement n'est pas connu, et ne précise pas la nationalité du médecin. « Le personnel sanitaire ne devrait jamais être une cible », a ensuite déclaré le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, lors d'un point de presse à Genève. Il a assuré que l'organisation participait à l'enquête et faisait tout pour que M. Diawara soit rapidement libéré. En poste pour l'OMS à Ménaka depuis début 2020, le Dr Diawara fournissait des soins médicaux à des communautés souvent isolées et confrontées à des risques d'insécurité et de violence.



En octobre 2022, l'OMS avait dressé le portrait de ce chirurgien qui déclarait alors: « Un patient est un patient (...). Notre travail, c'est d'aller là où les gens sont et ont besoin d'aide sanitaire ». Après plusieurs années à Gao, également dans l'est du Mali, le Dr Diawara a demandé à être affecté à Ménaka, près de la frontière avec le Niger où plus de

25.500 déplacés maliens vivaient en octobre dernier, au sein de six sites, dans des conditions précaires et avec un accès limité aux soins de santé. Quand l'auteur de l'article lui a demandé s'il n'avait jamais peur, le chirurgien a répondu: « Bien sûr que si, mais l'essentiel est de rester concentré sur notre mission : aider les gens ».

RDC-RWANDA : La RD Congo condamne l'attaque contre son avion de chasse par l'armée rwandaise

Le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) a fermement condamné et dénoncé mardi « l'attaque contre l'un de ses avions Sukhoi-25 par l'armée rwandaise », survenue mardi vers 17H00 heure locale (16H00 GMT) à Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, dans le nord-est de la RDC. Dans un communiqué publié mardi soir par le porte-parole du gouvernement congolais Patrick Muyaya, Kinshasa souligne que l'avion de chasse « a été attaqué pendant qu'il entamait son atterrissage sur la piste de l'aéroport international de Goma ». Les tirs rwandais ont été dirigés vers un aéronef congolais « volant à l'intérieur de l'espace aérien congolais, et l'aéronef n'a nullement survolé l'espace aérien rwandais », précise le communiqué, ajoutant que l'avion a atterri sans dégâts matériels majeurs. Pour les autorités de la RDC, cette attaque s'ajoute à l'offensive déclenchée dans la matinée de mardi par l'armée rwandaise vers Kitchanga et immédiatement repoussée par les Forces armées de la RDC (FARDC). Le gouvernement considère « cette énième attaque du Rwanda comme une action délibérée d'agression qui équivaut à un acte de guerre n'ayant pour objectif que de saboter les efforts en cours dans la mise en œuvre des actions convenues dans le cadre des processus de Luanda et de Nairobi pour la restauration de la paix dans l'est de la RDC et dans la région des Grands Lacs », ajoute le communiqué. La RDC a par la même occasion appelé l'attention de la communauté internationale sur la nécessité et « l'urgence de maintenir la pression sur le Rwanda et le Mouvement du 23 mars (M23) pour qu'ils cessent la violence qui risque d'hypothéquer ces opérations en cette année électorale ». Pour sa part, via un bref communiqué, les autorités du Rwanda ont dénoncé « la violation de son espace aérien par l'avion de chasse congolais », avant de souligner que « les mesures défensives ont été prises face à cette violation ». La tension entre la RDC et le Rwanda s'est accrue à la suite de l'offensive des rebelles du M23 qui ont pris le contrôle de plusieurs villages dans le territoire de Rutshuru au nord-est de la ville de Goma.

ACCORD D'ALGER: L'ONU salue les efforts de médiation au Mali

Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Mali, El-Ghassim Wane a salué les efforts de la médiation internationale menée par l'Algérie pour promouvoir le dialogue entre les parties signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger.

Devant le Conseil de sécurité, M. Wane a noté, vendredi, concernant la mise en œuvre du processus de paix, que la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma), avec les autres membres de la médiation internationale, dont l'Algérie est chef de file, n'ont "ménagé aucun effort pour promouvoir le dialogue entre les parties signataires (de l'accord) afin de sortir de l'impasse actuelle". "J'encourage les parties à ne ménager aucun effort pour surmonter les difficultés actuelles et réaliser des progrès décisifs dans la mise en œuvre de l'accord de paix", a-t-il ajouté. L'envoyé de l'ONU au Mali a souligné combien la stabilisation de ce pays était cruciale pour l'ensemble de la région, alors que la Mission des Nations unies qu'il dirige, la Minusma, est déployée au Mali depuis près de 10 ans maintenant. "Au cours de cette période, la Mission a beaucoup accompli. Mais les objectifs fixés par le Conseil ne sont pas encore pleinement atteints et le contexte a connu des changements importants", a-t-il noté. "Alors que le Conseil examine la recommandation du Secrétaire général, il convient de garder à l'esprit que la stabilisation du Mali est essentielle non seulement pour le pays lui-même mais aussi pour toute la



région", a-t-il ajouté en référence à "la revue stratégique" de la Minusma, demandée par le Conseil. S'agissant de l'environnement politique, l'envoyé de l'ONU a noté que le Mali est à moins de deux mois du référendum constitutionnel qui doit marquer le premier d'une série de scrutins qui devraient aboutir au ré-

tablissement de l'ordre constitutionnel en mars 2024. Selon lui, "les autorités maliennes continuent (d'affirmer leur) engagement (pour la tenue de) ces scrutins à temps", même si "plusieurs défis demeurent". Une série de consultations avec les partis politiques et la société civile ont été convoquées par

les autorités de transition pour discuter de divers aspects de la préparation du référendum constitutionnel et d'autres élections. "Ces initiatives doivent être encouragées et soutenues, car l'inclusion et le consensus sont cruciaux pour le succès global du processus de transition", a dit El-Ghassim Wane.

400 Palestiniens arrêtés par les forces sionistes depuis début 2023

Le Club des prisonniers palestiniens a annoncé, samedi, que l'armée sioniste a arrêté 400 Palestiniens depuis le début de cette année. "L'occupation a arrêté plus de 400 citoyens palestiniens de Cisjordanie, dont El Qods", a ajouté le club dans un communiqué relayé par des médias. Le club a indiqué, en outre, que les forces sionistes "ont arrêté et interpellé, au cours des dernières heures, jusqu'à samedi matin, pas moins de 45 citoyens palestiniens d'El Qods et ses environs, et des gouvernorats de Cisjordanie". Il a ajouté que parmi les détenus se trouvaient 15 membres de la famille du martyr Khairy Aalqam (à El Qods), dont sa mère et deux de ses frères, précisant qu'il s'agit de mineurs. Le club estime, par ailleurs, que "les campagnes d'arrestation, qui sont les outils utilisés par l'occupation pour saper toute lutte qui s'intensifie, vont s'intensifier". Le nombre total de Palestiniens détenus dans les prisons sionistes est d'environ 4 700, dont 29 femmes et 150 enfants et mineurs, selon des organisations.

Efforts des pays africains devant organiser des élections en 2023 : L'UA salue

L'Union africaine (UA) a salué les «efforts sans relâche» des pays africains qui doivent organiser des élections au cours du premier semestre de 2023, en les appelant à assurer des élections pacifiques et inclusives, afin de faire taire les armes en Afrique. Cet appel a été lancé par le Conseil de paix et de sécurité de l'UA dans un communiqué publié jeudi dernier à la suite de sa réunion récente portant sur les élections qui ont été organisées en Afrique de juillet à décembre 2022, et sur les perspectives pour 2023. Le conseil a salué les «efforts sans relâche» déployés par les pays membres de l'UA pour organiser des élections au cours du premier semestre 2023, ce qui comprend notamment le Bénin, Djibouti, le Nigeria, la Mauritanie, la Guinée-Bissau et la Sierra Leone, selon un communiqué de l'UA. Il a encouragé les pays à maintenir leurs efforts afin d'assurer que les élections prévues soient pacifiques, inclusives, transparentes, démocratiques et crédibles pour réaliser les aspirations du continent de faire taire les armes en Afrique. Il a souligné la nécessité de renforcer encore la capacité institutionnelle des systèmes judiciaires sur le continent pour répondre de manière efficace à tous les litiges électoraux, et de promouvoir les plateformes pour le dialogue, la construction du consensus et le règlement à l'amiable des litiges relatifs aux élections entre les acteurs politiques. Le conseil a également appelé tous les pays membres de l'UA à continuer de redoubler d'efforts visant à mobiliser des ressources financières nationales pour leurs processus électoraux respectifs dans la perspective de protéger les élections des conséquences involontaires de la dépendance à des sources de financement externes pour les élections. Par ailleurs, le conseil a félicité les pays qui ont organisé avec succès leurs élections au cours du second semestre 2022 d'une manière pacifique et transparente, à savoir la République du Congo, le Sénégal, le Kenya, l'Angola, Sao Tomé-et-Principe, la Guinée équatoriale, la Tunisie et le Lesotho.

COMMISSION DE LA PALESTINE À L'UPCI:

Appel à renvoyer les violations sionistes devant la CPI

Les membres de la Commission de la Palestine à l'Union parlementaire des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (UPCI) ont dénoncé, vendredi à Alger, le massacre de Jénine, proposant de renvoyer les violations sionistes incessantes devant la Cour pénale internationale (CPI). Dans le cadre des travaux des réunions préparatoires à la 17e session de la Conférence de l'UPCI prévue dimanche et lundi, les membres de la Commission ont réaffirmé la centralité de la cause palestinienne pour la nation musulmane, condamnant le massacre perpétré jeudi à Jénine au nord de la Cisjor-

danie, ayant fait neuf martyrs et plusieurs blessés palestiniens. Ils ont également condamné la politique d'occupation de l'entité sioniste et la profanation continue de la mosquée d'Al-Aqsa, en sus des violations des droits du peuple palestinien et le pillage de son patrimoine, appelant à prendre des décisions à cet effet et à mettre en place des mécanismes à même d'assurer une protection internationale au peuple palestinien en vue d'instaurer la paix. Dans le même contexte, le parlementaire palestinien, Fahmi Al-Zarir a appelé, dans une déclaration à l'APS, les Etats arabo-musulmans à "adopter

aujourd'hui, de façon directe, des mécanismes contraignants permettant d'apporter un soutien à la Palestine, peuple et gouvernement, dans leur lutte pour la libération, et ce à travers plusieurs voies". Entre autres principales voies, il a cité "les aspects juridiques et diplomatiques", pour condamner l'occupation sioniste, étant un régime et une entité de ségrégation raciale par excellence, qui pratique toutes formes de brutalité contre le peuple palestinien. La partie palestinienne compte également sur la présidence de l'Algérie de l'Union parlementaire des Etats membres de l'Organisation de la coo-

pération islamique (UPCI) lors de la prochaine étape pour prendre davantage de décisions exécutives, en soutien au peuple palestinien et à sa direction et en soutien à l'action nationale palestinienne, a ajouté M. Al-Zarir. Insistant sur la nécessité d'unifier le rang palestinien, les participants ont salué le rôle qu'a joué l'Algérie dans la réorganisation des affaires internes palestiniennes et la concrétisation de la réconciliation, appelant à mettre en œuvre les clauses de "la Déclaration d'Alger" et à réaliser ses objectifs, étant l'unique solution pour faire front à l'entité sioniste.

Le Canada nomme sa première conseillère chargée de la lutte contre l'islamophobie

Le Canada a nommé jeudi sa toute première conseillère chargée de la lutte contre l'islamophobie, dans un pays marqué par une série d'attaques visant des communautés musulmanes ces dernières années. La nomination d'Amira Elghawaby, une activiste et journaliste reconnue, "est une étape importante dans notre combat contre l'islamophobie et la haine sous toutes ses formes", a déclaré le Premier ministre Justin Trudeau dans un communiqué. "L'islamophobie est un phénomène que de nombreux musulmans ne connaissent que trop bien. Nous devons changer cela", a-t-il ajouté. Mme Elghawaby jouera le rôle de "porte-parole, conseillère, experte et représentante" auprès du gouvernement dans l'élaboration de politiques reflétant la réalité des communautés musulmanes, précise un communiqué. "J'ai hâte de rencontrer les élus, les décideurs et les leaders communautaires de tout le pays afin d'amplifier la voix des musulmans canadiens", a déclaré sur Twitter celle qui dirige les communications de la Fondation canadienne des relations raciales.

MAROC:

10 enseignants contractuels condamnés à des peines de prison

Une dizaine d'enseignants contractuels marocains ont été condamnés à des peines d'emprisonnement, portant à 55 le nombre de professeurs qui écoperont de la prison pour leur participation à des manifestations réclamant une réforme de leur statut professionnel, rapportent samedi des médias locaux. La cour d'appel de Rabat a condamné 10 enseignants à un an de prison avec sursis pour leur participation à des manifestations initiées par leur syndicat (la Coordination nationale des enseignants contractuels) pour réclamer une réforme de leur statut professionnel, une crise qui paralyse l'enseignement public au Maroc depuis 2019. Les professeurs ont été reconnus coupables "d'entrave à la circulation des transporteurs, d'injure et d'agression contre un agent public et de rassemblement non au-



torisé". Ce verdict s'ajoute aux condamnations qui touchent désormais 55 professeurs. Parallèlement au procès des enseignants, la coordination a organisé un rassemblement devant la cour d'appel de Rabat, affirmant son rejet et sa condamnation de toutes les formes de harcèlement auxquelles sont exposés les enseignants. Le syndicat a estimé que le procès d'aujourd'hui n'est qu'un nouvel épisode d'une série de procès fictifs visant cette catégo-

rie d'enseignants. La coordination réclame notamment l'abandon du système de contrat et l'intégration de tous les professeurs dans la Fonction publique. Depuis 2016, le Maroc embauche des dizaines de milliers d'enseignants sur la base de contrats à durée déterminée (CDD). Ces enseignants contractuels ont lancé depuis plus de 4 ans un mouvement de grève accompagné de manifestations parfois émaillées de violences policières.

CINEMA:

Eva Green porte plainte contre une société de production pour rupture de contrat et se fait traiter de diva

La star devait jouer dans « A Patriot », un projet abandonné. Eva Green est en procès contre la société de production White Lantern (Britannica Ltd).

La star devait jouer dans le film de science-fiction A Patriot, mais le projet a été abandonné en octobre 2019.

Ayant signé un contrat « pay or play », qui signifie qu'elle doit être payée peu importe qu'elle joue ou non ni que le film se fasse, elle réclame ses émoluments. Montant de ses honoraires : 1,04 million de dollars. Et ça ne convient visiblement pas à la société de production qui affirme qu'elle « n'a jamais eu l'intention de jouer dans le film ». Pire, elle aurait qualifié des membres de l'équipe de « connards » et l'un des producteurs de « crétin ».



Tribunal

L'avocat d'Eva Green, Edmund Cullen KC, a plaidé jeudi matin devant la Haute Cour de Londres, comme le relaye Variety. Selon lui, la société de production tente de faire passer sa cliente pour une « diva » afin de « faire les gros titres et de nuire à sa réputation. » Il confirme que l'actrice était toujours prête quels que soient les changements de dates ou encore de lieux de tournage. « White Lantern (Britannica Ltd) veut ternir le nom d'une actrice qui n'a pas violé de contrat ni manqué un jour de tournage au cours d'une carrière de 20 ans », a-t-il martelé. A suivre.

PROCÈS AMBER HEARD ET JOHNNY DEPP :

Après le verdict, les stars prennent position...

Alors que le verdict du procès a été prononcé. Les célébrités choisissent peu à peu leur camp. Les uns félicitent le vainqueur, les autres contestent les résultats...Le verdict est enfin tombé mais les parties restent campées sur leurs positions ! C'était l'une des annonces les plus attendues du moment. On parle bien évidemment du verdict du procès qui opposait Amber Heard et Johnny Depp. C'est finalement l'acteur de Pirates de Caraïbes qui remporté la mise et a été reconnu innocent et même victime de propos diffamatoires de la part de son ex-compagne. Cette dernière écope dans le même temps d'une obligation à verser 15 millions d'euros à l'acteur. La planète people, largement secouée par l'affaire qui dure depuis 2016, a vivement réagi à l'annonce fracassante. Suite à la victoire de Johnny, les encouragements et messages de soutien et démonstration de joie se sont mul-

tipliés. Le mannequin, qui était intervenu comme témoin au cours du procès, Naomi Campbell n'a pas manqué l'occasion de commenter quatre coeurs rouge sur la publication Instagram de l'acteur, publié dans la foulée des résultats. La joie était partagée par Sharon Osbourne, la compagne d'Ozzy Osbourne le célèbre rockeur et ami de Johnny qui a également apporté son commentaire. Tout comme la comédienne de Pretty Little Liars, Ashley Benson qui a montré son enthousiasme en laissant en commentaire l'emoji des bras levés vers le ciel et des coeurs. L'ambiance était moins à la fête dans le clan d'Amber Heard, qui a tout de même pu compter sur le soutien indéfectible de plusieurs personnalités. Dont celui de l'ex de Kanye West, Julia Fox, de Lindsay Lohan et d'Amy Schumer. Le message de l'acteur, qui comptabilise à la mi-journée près de 15 millions de likes, a



été liké par une ribambelle de célébrités tel que LaKeith Stanfield, Zoe Saldana, Emma Roberts, Gemma Chan, Bella Hadid, Taika Waititi, Jennifer Aniston, Henry Golding, Joey King, Riley Keough, Jason Momoa ou encore la française Eva Green qui avait été la partenaire de l'acteur dans Dark Shadows.

"EN TANT QUE PÈRE..." :

Eric Dupond-Moretti dévasté, son fils Raphaël en garde à vue après de lourds soupçons...

Le fils d'Eric Dupond-Moretti, Raphaël Dupond-Moretti, vient d'être placé en garde à vue pour des soupçons de violences conjugales, ce vendredi 27 janvier dans la matinée, comme rapporté par BFMTV. Le garde des Sceaux a réagi. Ministre de la Justice, Eric Dupond-Moretti voit son fils avoir des ennuis avec celle-ci. Raphaël Dupond-Moretti, le fils du garde des Sceaux, vient d'être placé en garde à vue pour des soupçons de violences conjugales, nous apprend BFMTV, ce vendredi 27 janvier. Raphaël Dupond-Moretti, le fils du ministre et ancien

avocat a été placé en garde à vue ce vendredi matin à la gendarmerie de Courchevel, en Savoie, pour des soupçons de "violences conjugales", a appris BFMTV de source proche du dossier. "En tant que père je suis dévasté, j'ai une pensée pour la victime, chaque violence quelle qu'elle soit est intolérable", a réagi Eric Dupond-Moretti auprès de nos confrères. Et de continuer : "En tant que ministre je n'ai cessé de lutter contre les violences faites aux femmes et que pour que leur parole soit prise en compte." Celui qui partage sa vie avec l'artiste Isabelle

Boulay a ensuite poursuivi : "En tant que citoyen je demande à ce qu'on respecte ma vie familiale. Il appartient désormais à la justice de faire son travail." Eric Dupond-Moretti est le père de deux fils Raphaël et Clément, fruits de ses amours avec sa première épouse, rencontrée lors d'un procès d'assises. "Je l'ai trouvée très belle, j'ai plaidé pour elle", avait-il confié sur cette histoire.

une histoire d'amour à distance

Depuis désormais quelques années, le

ministre d'Emmanuel Macron vit avec la chanteuse canadienne Isabelle Boulay, qui lui a été présentée par des amis communs. Souvent séparés par des milliers de kilomètres, ils prennent plaisir à se retrouver dès que leurs emplois du temps respectifs leur permettent. Chaque été, il n'est ainsi pas rare de les voir s'offrir quelques rares bains de foule à des occasions artistiques ou culinaires diverses. De son côté, Isabelle Boulay est la maman d'un fils Marcus, avec lequel elle est installée au Québec. Eric Dupond-Moretti et la chanteuse sont pacés.

"IL S'ENFERMAIT DANS SA CAVE" :

Bernard Tapie et son étrange entraînement à la prison révélé par son fils

Pour se préparer à la prison, Bernard Tapie était prêt à tout. Même à se lancer dans un drôle d'entraînement, révélé par son fils Stéphane Tapie dans "Comment te dire au revoir" (éd. Michel Lafon). C'est dans son autobiographie, Comment te dire au revoir, que Stéphane Tapie (53 ans) a décidé de se livrer. L'occasion pour lui d'avancer, et de mieux gérer ce deuil impossible, qui suit la mort de son illustre père, Bernard Tapie. Celle aussi de se souvenir, de s'épan-

cher sur ces mille histoires que ce père si singulier lui a permis de vivre. Un père pas comme les autres qui a connu aussi la case prison, et pour s'y préparer, le magnat des affaires parfois très difficile à gérer avec ses colères, se livrait à un drôle d'entraînement. Ce 26 janvier cela aurait été son anniversaire. Pour cette occasion, nous avons décidé de nous plonger dans l'ouvrage de Stéphane Tapie. À la page 147, on découvre qu'en 1997 lorsque Bernard

Tapie a compris qu'il n'échapperait pas à l'incarcération, et que sa condamnation à huit mois ferme était définitive, l'homme d'affaires et ancien ministre a décidé de "s'entraîner" à la vie en prison, comme le rapporte son fils. "Deux ou trois heures par jour, parfois plus, il s'enfermait dans sa cave, sans téléphone bien sûr, avec juste un livre ou quelques feuilles de papier pour écrire", apprend-on. Puis, le frère de Sophie Tapie écrit : "Parfois, il y res-

taut la nuit. Il se fixait une heure avant laquelle il ne sortirait sous aucun prétexte afin de ne pas foutre en l'air toute sa préparation."

Il se serait flingué

Un drôle d'entraînement qui ressemble au personnage qu'était Bernard Tapie. À ce moment-là, celui qui allait devoir aller en prison pour huit mois entendait bien se "conditionner, lentement mais sûrement à l'enfermement". "Apprendre à être

ÉTRANGES RÉVÉLATIONS:

Mohamed Bouhafsi (C à vous) insulté et frappé par le "fils d'un acteur célèbre"

Dans un portrait que lui consacre "Le Figaro" dans son édition du 19 novembre, Mohamed Bouhafsi évoque ses souvenirs d'enfance, notamment un épisode violent qu'il a vécu lorsqu'il était au collège. À seulement 30 ans, Mohamed Bouhafsi incarne la relève du journalisme français. Chroniqueur dans l'émission C à Vous aux côtés d'Anne-Elisabeth Lemoine sur France 5, le jeune homme a été journaliste sportif sur RMC et BFMTV pendant plusieurs années. Il est d'ailleurs à l'origine du documentaire Les Bleus et l'Elysée diffusé ce dimanche 20 novembre sur France 5 à l'occasion de l'ouverture de la Coupe du Monde qui se tient au Qatar jusqu'au 18 décembre prochain. Mais derrière le professionnalisme et le sourire angélique de ce jeune homme de 30 ans se cachent des blessures d'enfance. Mohamed Bouhafsi a été victime de violences intrafamiliales jusqu'à l'âge de 8 ans. Un souvenir traumatisant qui avait fait l'objet d'un témoignage paru dans le livre Rêver sous les coups (Larousse), édité en novembre 2021. Le journaliste sportif organise même ce week-end un tournoi de football pour les enfants victimes de violences sexuelles, physiques et psychologiques. Un tournoi qui se tient au Jardin d'acclimatation et au Stade de France. "C'est le projet de ma vie, s'est-il expliqué dans un portrait que lui consacre Le Figaro dans son édition du 19 novembre. Si on ne fait rien pour eux aujourd'hui, et cela peut paraître choquant de le dire comme ça, on aura demain des violeurs, des assassins, des délinquants, des dépressifs, des suicidaires. Et des prisons encore plus remplies... Il faut protéger ces enfants, les sortir de leur milieu mais aussi leur donner des moments d'évasion, de bonheur."

Le 11 Septembre, c'est ta faute, t'es le fils de Ben Laden

En parlant de violence, le chroniqueur de C à Vous en a profité pour glisser une anecdote qui remonte à ses années de collège : "Le fils d'un acteur célèbre m'avait insulté, tapé, et avait écrit dans mon agenda Harry Potter : 'Le 11 Septembre, c'est ta faute, t'es le fils de Ben Laden'", s'est-il souvenu.

En revanche, Mohamed Bouhafsi a préféré taire le nom de l'acteur en question. Retrouvez en intégralité le portrait de Mohamed Bouhafsi dans le dernier numéro du Figaro (édition du 19 novembre).

IL EST DECÉDÉ LE 28 JANVIER 1983:

Slimane Azem, le maître des poètes

Quarante ans après son décès, Slimane Azem demeure indéniablement le maître de la poésie kabyle. Il a et continue d'être le grand inspirateur de la majorité des poètes venus après lui.

Qu'ils soient chanteurs ou poètes écrivant leurs textes, ou tout simplement les déclamant oralement, ils doivent tous quelque chose à l'oeuvre monumentale de l'immense Slimane Azem. L'influence de ce dernier sur les poètes kabyles, toutes générations confondues, est impressionnante. La force de son verbe a eu un impact qui fait de lui le poète kabyle. La musique l'a certes aidé à vulgariser ses textes, mais ces derniers restent la véritable force de Slimane Azem. Pourtant, nul ne peut nier que les mélodies composées par Slimane Azem sont également de précieuses pièces musicales qu'on savoure à satiété. Certaines sont même considérées comme des chefs-d'oeuvre alors que d'autres ont été reprises par de grands chanteurs algériens. On pense notamment aux musiques de «Daghrib daverani», «afruk ifireles», «A Muh a Muh», «Fegh a yajrad ta-



murt-aw», «Atas Ay sebragh», «Saha dilwaqt agheddar», et la liste est bien plus longue. Slimane Azem est donc aussi un musicien et compositeur de la trempe des géants, en plus bien entendu de son statut d'interprète exceptionnel avec sa voix dont la beauté, la finesse et la douceur ayant bercé toutes les générations. On n'éprouve

aucune lassitude à écouter à l'infini les chansons de Slimane Azem. Ce n'est pas seulement à cause des supports musicaux qui les soutiennent, mais aussi et peut-être surtout pour la densité qui les caractérise. Une grande partie de la poésie de Slimane Azem est complexe. Son sens est difficile à saisir si on ne se donne pas le temps et

la peine de bien écouter et analyser. Certaines revêtent une dimension philosophique et existentielle indéniable. C'est le cas par exemple de la célèbre chanson «Taqsit n Muh» dont le texte invite le mélomane à une réflexion profonde et à la méditation sur l'existence, sur la fugacité de la vie, sur son sens aussi ainsi que sur la mort, cette fatalité qui guette tout être humain quel que soit son parcours de vie, riche ou pauvre, instruit ou illettré, puissant ou faible, etc. Ce texte, à l'instar de plusieurs autres de Slimane Azem, montre que ce dernier véhiculait véritablement une pensée d'ordre philosophique. En autodidacte aguerrri, ayant appris dans la plus grande école du monde, celle de la vie, Slimane Azem a réussi, dans son oeuvre, à appréhender des sujets extrêmement importants et inédits pour son époque, en puisant dans les leçons de la vie, la sienne et celles des autres.

AIDE PUBLIQUE AUX ASSOCIATIONS CULTURELLES:

L'État passe à l'acte

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a annoncé, jeudi à Alger, l'ouverture d'une plateforme numérique pour accueillir les projets culturels des associations ayant postulé pour bénéficier de l'aide publique au titre de l'année 2023. Lors d'une rencontre d'évaluation des associations culturelles et artistiques bénéficiaires de l'aide matérielle et de l'accompagnement pour la réalisation des projets, Soraya Mouloudji Mouloudji a précisé qu'il sera procédé à partir de ce jour jusqu'au 25 février 2023 à l'ouverture de la première phase de réception des projets pour bénéficier de l'aide publique via une plateforme numérique dédiée à cet effet sur le site web du ministère de la Culture et des Arts». Ont pris part à cette rencontre le président

du Conseil national économique, social et environnemental (Cnese), Sidi Mohamed Bouchenak Khelladi, le président de l'Observatoire national de la société civile (Onsc), Noureddine Benbrahim et le secrétaire général du Haut Commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad et des présidents de différentes associations culturelles et artistiques au niveau national. Ainsi, la ministre a dévoilé «la mise en oeuvre à partir d'aujourd'hui du plan d'aide en vue de relever les défis pour une action associative plus créative afin de concevoir des programmes et des projets culturels modernes et innovants». «Aujourd'hui, le développement des associations, figure de proue de la société civile, est un indicateur principal pour mesurer l'évolution socio-économique

et politique. Le fait d'adhérer et de participer à ces associations pour administrer les affaires politiques et sociales aux niveaux national et local dénote l'esprit de patriotisme des citoyens», a-t-elle dit. Et d'ajouter que «l'activité culturelle se trouve en tête du tissu associatif de par le volume global des activités, ce qui prouve que la culture et les arts sont un catalyseur pour mobiliser les citoyens au sein du mouvement associatif (...) en ce sens que la conscience citoyenne s'articule autour des défis liés aux questions culturelles». «Dans le cadre de la stratégie judicieuse du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et en application de son huitième engagement (54 engagements) qui prévoit l'édification d'une société civile libre et active...

BISKRA : 30 poètes aux journées de la poésie arabe classique



Les journées de la poésie arabe classique se sont ouvertes vendredi-soir à la maison de la culture Ahmed-Ridha-Houhou de Biskra avec la participation de 30 poètes de plusieurs wilayas. Des récitals poétiques ont été donnés lors de cette ouverture par plusieurs poètes dont Latifa Harbaoui, Lazhar Adjiri et Mounia Lekhdari sur les thèmes de la patrie, l'amour et l'humanisme. Outre les récitals, des communications et conférences-débats sur la critique, la poésie algérienne et la promotion de la lecture sont programmés. Dans son allocution d'ouverture, le directeur général de l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC), Abdelkader Bendameche, a indiqué que cette manifestation s'inscrit dans le cadre du programme du ministère de la Culture et des Arts de célébration du soixantenaire de l'indépendance et l'animation de la scène culturelle locale. Cette manifestation de deux jours qui donnera lieu à la distinction de poètes et écrivains est organisée par l'AARC en coordination avec la direction locale de la culture et des arts, selon les organisateurs.

«LA CONFERENCE
DES OISEAUX»:

Lila Borsali présente à Alger son spectacle

«La conférence des oiseaux», spectacle de musique andalouse et de poésie, a été présenté, jeudi soir à Alger, par la cantatrice à la voix suave, Lila Borsali, devant un public nombreux. Accueilli à la salle Ibn Zeydoun de l'Office Riyadh El Feth (Oref), le spectacle est tiré de l'oeuvre poétique éponyme de Farid Eddine Al Attar, premier grand poète de la mystique perse et figure centrale dans la genèse du Soufisme au XIème siècle. D'une durée de 85 mn, «La conférence des oiseaux» est l'histoire d'un grand cheminement mystique, où tous les oiseaux du monde décident d'entreprendre ensemble un long voyage, à la recherche du roi «Simorgh» manquant à leur royaume. Lors de leur expédition, les oiseaux auront à traverser sept vallées, définies comme des étapes spirituelles, avec pour chacune d'elles, un défi à relever et une épreuve à surmonter, qui permettront aux volatiles d'apprendre chaque fois un peu plus sur eux-mêmes. Lila Borsali illustre les textes poétiques qu'elle déclamaient, avec des chants andalous et soufis, rendus dans le lyrisme de sa voix présente et étoffée. La chanteuse a, notamment interprété des extraits des Noubas Mezroum, Rasd Eddil, Dhil et Maya, ainsi qu'une partie Samaâ «Boucharakoum Khillani», enchaîné à quelques pièces dans le mode Sihli, et des muwashah orientaux «Aâraftou El Hawa» et «Lama Bada Yatathana», notamment, pour conclure avec le traditionnel «Qoudoum El Habib». Un orchestre de virtuoses, brillamment dirigé par Leïla El Kebir au violon alto, a accompagné Lila Borsali, Fethy Benabdesadok au luth, Imad El Houari au qanun, Hamza Bellouti au violoncelle, Rafiq Benhamed au violon, Amine Cheikh au ney, Ghouti Hadjila à la Derbouka et Saïd Gaoua au set de percussions, se sont particulièrement distingués lors de passages musicaux individuels. Le spectacle a été embelli par une scénographie de circonstance, hautement esthétique, aux atmosphères feutrées par un éclairage de fond, aux couleurs violacée et grenadine et un décor fait de belles oeuvres plastiques de l'artiste Abderrahmane Kahlane. Organisé par l'Oref, «La conférence des oiseaux» est un autre spectacle aux traits intellectuels de Lila Borsali, précurseuse de ce nouveau registre des arts de la scène, qui allie la sagesse et la quintessence de la poésie à la musique savante que représente le genre andalou.

Le Chœur de l'établissement Arts et Culture chante l'Afrique

Le Chœur de l'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger a donné jeudi soir à Alger un concert musical revisitant des pièces des répertoires africains, chantés et repris par de grands noms de la musique algérienne et du continent, avec une orchestration originale. Organisé à la salle Ibn-Khalidoun dans le cadre du programme d'accompagnement culturel du Championnat d'Afrique des nations CHAN 2022, le spectacle intitulé "Chantons l'Afrique" a revisité un répertoire éclectique riche en sonorités et couleurs africaines à travers des pièces de célèbres compositeurs, rendues en solo et en chœur. Sous la direction de Zahir Mazari, musicien et chef de chœur, les choristes accompagnés par des musiciens ont rendu plusieurs pièces réarrangées comme "Africa" de Toto, "Meriam" et "Ana hourra fi Djazair" (Je suis libre en Algérie), titre

en hommage à la chanteuse sud-africaine, Myriam Makeba, ou encore "Free Nelson Mandela", chanson écrite en 1984 en soutien à cette figure de la lutte contre l'apartheid, encore en prison à l'époque. Les membres de cette jeune formation à revisité de grands titres évocateurs et dédiés à la pluralité et à la richesse culturelle africaines à travers notamment l'hymne de l'Union africaine et celui de la seule coupe du monde organisée sur le continent, en Afrique du Sud, "Waka Waka This Time for Africa", titre interprété par la star internationale Shakira. Le Chœur a revisité également des titres d'artistes algériens qui ont chanté l'Afrique et sa diversité culturelle comme "Africa" de groupe Freeklane, "Africa, Tafarka" du regretté Idir, "South Africa" du groupe Djazma en plus d'autres pièces dédiées à la patrie, à la diversité et au vivre-ensem-



ble. Créé en 2019, le Chœur de l'établissement Arts et Culture, dirigé par l'artiste Zahir Mazari, compte plus de 80 jeunes choristes, accompagnés d'orchestres de différents registres dont l'andalou, relevant du même établissement. Dans l'objectif de perpétuer la tradition de la polyphonie, la formation s'est produite dans différents

répertoires, en orchestrant des classiques du répertoire algérien. Le Championnat d'Afrique des nations se poursuit jusqu'au 4 février prochain avec un programme culturel et artistique, qui se déroule dans les villes d'Alger, Oran, Annaba et Constantine, pour accompagner cet événement sportif qu'abrite l'Algérie.

54E SALON INTERNATIONAL DU LIVRE DU CAIRE : L'Algérie participe avec plus de 600 titres



L'Algérie participe à la 54e édition du Salon international du livre du Caire (Egypte) avec 630 titres exposés dans le stand de l'Entreprise nationale des arts graphiques (ENAG) relevant du ministère de la Culture et des Arts et le stand de la Maison d'édition et de distribution "Alpha". Le 54e Salon international du livre du Caire ouvert, mercredi, par le Premier ministre égyptien, Moustafa Madbouli, en présence de représentants de l'ambassade

d'Algérie au Caire, se poursuivra jusqu'au 6 février prochain. Cette édition enregistre la participation de 1.047 éditeurs égyptiens, arabes et étrangers représentant 53 pays, selon le ministère égyptien de la Culture, organisateur du salon. Plusieurs rencontres culturelles et littéraires avec des écrivains et des intellectuels égyptiens, arabes et étrangers sont prévues dans le cadre de ce salon, a indiqué la même source.

CHAN 2023: Ce sera Algérie-Niger et Sénégal-Madagascar pour les demi-finales

Les affiches des demi-finales du CHAN 2023 sont connues après les victoires du Niger et de Madagascar respectivement face au Ghana (2-0) et au Mozambique (3-1).

Les Nigériens défieront le pays hôte, l'Algérie, et les sensationnels Malgaches feront face au Sénégal ce mardi 31 janvier. Elle va s'arrêter où cette épatante Madagascar ? Équipe surprise des quarts de finale, la formation des Barea n'en finit plus d'étonner pour sa première participation au CHAN. Elle s'est imposée samedi devant le Mozambique (3-1) avec la maîtrise d'une équipe qui a l'air d'avoir ses habitudes dans ce Championnat d'Afrique des Nations. Les hommes de Romuald Rakotondrabe, élu meilleur entraîneur du premier tour, ont confirmé la belle impression laissée lors de leurs deux rencontres de poule contre le Ghana (2-1) et le Soudan (3-0). C'est une équipe joueuse avec des attaquants qui vont vite, des milieux très mobiles, et qui sait comment utiliser le ballon. Le Sénégal, prochain adversaire des Barea, mardi à Alger



(19hTU), a tout intérêt à se méfier de cette équipe portée par l'euphorie et les buts de Solomampionona Razafindranaivo (trois réalisations).

Niger, la patte Doula

De son côté, l'Algérie va affronter le Niger qui va disputer sa première demi-finale dans l'histoire du CHAN après quatre participations. Le Mena n'a pas le style le plus emballant du tournoi, mais a une équipe diablement efficace. Après le

Cameroun au premier tour (1-0), le Niger a montré sa capacité à défendre et à être réaliste en s'imposant face au Ghana (2-0) avec seulement 34 % de possession. Des buts de Seyni Dan Baro (11e) et Boubacar Haïnikoye (49e). Cette qualification porte la marque de Harouna Doula, l'homme derrière les plus grands succès obtenus par le football nigérien. L'entraîneur de 57 ans avait été l'acteur de la première qualification du Mena à un CHAN (2011) et ensuite à une CAN (2012) après avoir remporté le tournoi régional de l'Uemoa en 2010. Cette demi-finale contre le pays hôte à Oran, mardi 31 janvier à 16h TU, s'annonce corsée pour les Nigériens qui vont affronter une Algérie passée près de l'élimination, vendredi, et qui ne compte pas s'arrêter à deux matches d'un sacre historique à domicile.

Buteurs du CHAN 2022

Classement des buteurs du Championnat d'Afrique des nations de football CHAN-2022 (13 jan - 4 fév), à l'issue du quart de finale entre l'Algérie et la Côte d'Ivoire (1-0), vendredi au stade Nelson-Mandela de Baraki (Alger).

*3 buts : Aymen Mahious (Algérie).

*2 buts :

Laurindo Aurelio "Depu" (Angola), Pape Diallo (Sénégal), AnisMohamed Saltou (Libye), Razafindranaivo Ko-

loina et RandriantsiferanaTokinantenaina Olivier (Madagascar).

*1 but:

Hocine Dehiri (Algérie), Lalaina Cliver Rafanomezantsoa (Madagascar), Augustine Agyapong, Yiadom Konadu, Daniel Afriyie, Suray Seidu (Ghana), Miguel Gilberto (Angola), Hamidou Sinayoko, Yoro Diaby, Ousmane Coulibaly (Mali), Gerom Mbekele (Cameroun), Melven Alexandre

Ribeiro, Feliciano Joao Jone, Pachoi Lau Ha King (Mozambique), Milton Karisa (Ouganda), Moses Waiswa (Ouganda), Nooh Al-Gozoli (Soudan), Ali Abu Arqoub, Abdulati Al Abbasi (Libye), Gatoch Panom (Ethiopie), Ousmane Diouf (Sénégal), Karamoko Sankara, Vignon Mathieu Ooutro, Aubin Kouamé (Côte d'Ivoire), Mamadou Sy (Mauritanie), Ousseini Badamassi (Niger).

La vente des tickets du match des Verts sur la plateforme "tadkirati.chan2022.dz"

La vente des billets du match de la sélection algérienne des locaux comptant pour la demi finale du Championnat d'Afrique des Nations CHAN 2022 prévu le mardi 31 janvier à 17h00 au stade Miloudi Hadeffi d'Oran, aura lieu sur la plateforme tadkirati.chan2022.dz ce samedi à partir de 13h00, a indiqué le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). La sélection algérienne qui s'est qualifiée pour le dernier carré aux dépens de la Côte d'Ivoire (1-0) vendredi au stade Nelson Mandela de Baraki, affrontera en demi-finale le vainqueur du quart de finale entre le Niger et le Ghana qui se joue ce samedi soir (20h00) au stade Miloud Hadeffi. Pour rappel, le nouveau stade



d'Oran inauguré en juin 2022 à l'occasion des Jeux méditerranéens est d'une capacité de 40.000 spectateurs.

CHAN 2022:

Echos de la 7e édition

Echos recueillis par l'APS, à l'occasion de la 7e édition du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reporté à 2023) qui se déroule en Algérie du 13 janvier au 4 février dans les villes d'Alger, d'Oran, d'Annaba, et de Constantine:

***Public:**

37.853 supporters étaient présents vendredi soir au stade Nelson Mandela de Baraki (Alger), pour assister à la qualification de la sélection algérienne en demi-finale du CHAN-2022, après sa victoire (1-0) contre la Côte d'Ivoire. Une affluente importante, sachant que l'enceinte ne dispose que de 40.000 places assises.

***Guendouz:**

Le gardien de la sélection algérienne, Alexis Guendouz, est passé d'un extrême à l'autre lors du quart de finale contre la Côte d'Ivoire, car après avoir enduré une profonde déception, suite à son expulsion à la 19e minute, il a éprouvé une immense joie après le coup de sifflet final,

et la qualification de son équipe en demi-finale. Il a chaleureusement salué l'ensemble de ses coéquipiers pour cet exploit.

***Var:**

La vidéo assistance à l'arbitrage (VAR) a joué un rôle déterminant dans le quart de finale entre les Verts d'Algérie et les Éléphants de Côte d'Ivoire, car sollicitée dans trois actions - majeures de la rencontre, à savoir: l'expulsion d'Alexis Guendouz, puis celle de Kouassi Attohoulà à la 33e, et enfin, le pénalty d'Aymen Mahious, qui a offert la qualification à l'Algérie (90'+6). C'était la première fois depuis le début du tournoi que la VAR est utilisée lors d'un match du pays hôte.

***Indifférence:**

"La sélection nationale a déjà joué à Oran. Elle y possède donc des repères, et je pense que psychologiquement parlant, ça devrait lui faire du bien de transférer ses quartiers au stade Miloud Hadeffi. Et puis, ce sera l'occasion pour elle de re-

trouver à nouveau le merveilleux public oranais", a affirmé le sélectionneur de l'Algérie, Madjid Bougherra après la décision de domicilier la demi-finale des Verts au stade Miloud Hadeffi d'Oran.

***Première:**

La maman Madjid Bougherra était présente au stade Nelson Mandela, à l'occasion du quart de finale contre la Côte d'Ivoire. Selon le sélectionneur algérien "il s'agit d'une première", car jamais auparavant elle n'avait assisté à l'un de ses matches : ni en tant que joueur, ni en tant qu'entraîneur. Le "Magic" s'est cependant dit "heureux de sa présence", affirmant que sa mère est sa "Baraka".

***Motivation:**

Le latéral droit de la sélection algérienne, Mokhtar Belkhit a révélé que juste avant le quart de finale contre la Côte d'Ivoire, lui et ses coéquipiers avaient visionné des vidéos du joueur Billel Benhamouda, décédé dans un tragique accident de la circulation, et du journaliste Hamza Berkaoui, décédé lui aussi

au début du mois de janvier courant des suites d'une longue maladie, affirmant que ces images touchantes leur avaient servi de motivation. "Nous avons gagné pour eux" a-t-il assuré. "A présent, nous espérons aller au bout et leur dédier le trophée, ainsi qu'à leurs familles" a-t-il ajouté.

***Motsepe:**

Le président de la Confédération africaine de football, le Dr Patrice Motsepe était présent au stade Nelson Mandela de Baraki, pour assister au quart de finale Algérie - Côte d'Ivoire (1-0). Après quoi, il a embarqué à bord d'un avion spécial, pour se rendre dans la ville d'Annaba, située à 550 kilomètre à l'Est d'Alger, pour assister au deuxième quart de finale de la journée, ayant opposé le Sénégal à la Mauritanie (1-0), au stade du 19-Mai 1956.

***Anniversaire:**

Le président de la Confédération africaine de football, le Dr Patrice Motsepe a fêté son 60e anniversaire à deux re-

LA FORMATION DE HANDBALL DU MCO A PERDU À MAGHNA AVEC 8 BUTS D'ÉCART

Bessedjrari : " ça ne peut plus continuer ainsi!"

Au MCO, ce n'est pas seulement l'équipe de football, qui souffre cette saison, ou à la SSPA seulement que ça va mal, mais même au niveau du club amateur et notamment la formation de handball les choses vont de mal en pis ! Ce qui est malheureusement logique en raison des ennuis judiciaires du président du CSA, Bensenouci, ce qui fait que cette entité est sans direction et cela se répercute très mal sur l'équipe de handball, qui a du mal à démarrer le championnat et a des difficultés à assurer même les petits déplacements dans l'ouest du pays. En effet, Après avoir déclaré forfait lors de la première journée pour le déplacement de Saïda, l'équipe a perdu à domicile lors de la seconde journée face à la formation d'Arzew. Ce vendredi l'équipe est revenue bredouille de son déplacement de Maghnia en perdant par hit buts d'écart, ce qui montre la faiblesse de cette équipe et qui risque de passer une de ses plus mauvaises saisons de son histoire. Pour le président de la section handball, l'ex-international, Nasr Eddine Bessedjrari, la situation du club n'aide pas du tout son équipe : « C'est très difficile pour ne pas dire impossible de réaliser de bons résultats, car on n'a aucun centimes, tout le monde sait qu'on est sans direction, pas besoin d'entrer dans les détails. Pour notre déplacement à Maghnia, c'est la Direction de me Jeunesse et des Sports de la Wilaya d'Oran, qui nous assure juste le transport, sans rien de plus, on n'a pas pu faire de mise au vert et on a du se débrouiller pour assurer le déjeuner de l'équipe avant le match et on était obligé de se déplacer le jour du match et si ça continue comme ça on risque de déclarer forfait pour nos prochains déplacements ! ». Au vu des déclarations du dirigeant du MCO, les choses vont au plus mal chez les Hamraoua et cela confirme que le malaise est plus profond et il faudra trouver des solutions quelque soit au niveau de la SSPA mais aussi au CSA, sinon les choses risquent encore de se gâter encore plus pour les Hamraoua, le club est plus que jamais en danger !

L.Nacer



Lundi 30 Janvier 2023

BRÉSIL :

12 morts après l'accident d'un véhicule médical dans le nord-est du pays

Au moins 12 personnes, dont un nourrisson, ont été tuées et deux autres ont été gravement blessées après qu'un véhicule médical et un camion sont entrés en collision frontale dans l'Etat de Tocantins, dans le nord-est du Brésil, ont confirmé jeudi les médias locaux. Selon un rapport de la police militaire locale, cité par les médias locaux, l'accident s'est produit mercredi soir près de la municipalité de Natividade. Les deux véhicules circulaient en sens inverse lorsqu'ils se sont heurtés. Parmi les victimes décédées, on compte sept femmes, quatre hommes et un bébé, qui étaient transportés dans le véhicule. Deux autres passagers ont été gravement blessés, avec de multiples fractures. Le véhicule médical, appartenant au secrétariat à la Santé municipal d'Almas, retournait à Palmas, la capitale régionale. Les deux occupants du camion, un homme et une femme, ont subi des blessures mineures et sont repartis rapidement, selon le rapport de la police.

NIGER :

11 terroristes tués

L'armée du Niger a tué 11 terroristes et capturé six autres au cours d'opérations la semaine dernière dans la région de Tillabéri (ouest) proche du Burkina Faso, théâtre d'actions sanglantes de groupes terroristes liés à Al-Qaïda et l'«Etat islamique» (EI/Daech), a annoncé le ministère nigérien de la Défense. Lors d'une des opérations, menée dans le secteur de Doulgou, «11 terroristes ont été neutralisés (tués)», 13 motos détruites et des armes récupérées, a indiqué le ministère nigérien de la Défense dans son bulletin hebdomadaire.

Un Britannique condamné à 11 ans de prison pour des vidéos ayant inspiré des tueries aux États-Unis

Le tribunal de Manchester a estimé qu'avec ses vidéos, le suprémaciste blanc Daniel Harris avait inspiré la tuerie raciste de Buffalo en mai et la fusillade dans une boîte gay de Colorado Springs en novembre. Un suprémaciste blanc britannique a été condamné vendredi à 11 ans et demi de prison pour avoir réalisé et diffusé des vidéos appelant à l'insurrection armée, qui selon l'accusation ont inspiré deux tueries aux États-Unis.

ATTAQUE CONTRE L'AMBASSADE D'AZERBAÏDJAN EN IRAN :

Un mort et deux blessés

L'ambassade d'Azerbaïdjan en Iran a été attaquée vendredi matin par des inconnus armés et l'incident a fait un mort et deux blessés, a déclaré le ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères dans un communiqué. "Le 27 janvier (...), une attaque armée s'est produite contre l'ambassade d'Azerbaïdjan en Iran. Un homme armé d'une Kalachnikov a tué le chef de la garde de la mission diplomatique", a indiqué le communiqué.

Deux autres gardiens de l'ambassade ont été blessés et se trouvent dans un "état satisfaisant", selon la même source. Une enquête est en cours, a ajouté le communiqué, sans plus de précisions. Les relations entre Bakou et Téhéran sont traditionnellement délicates.

DRAME :

Au moins 40 morts dans l'explosion d'un autobus au Pakistan

Au moins 40 personnes sont mortes dans l'accident d'un bus qui a explosé après être tombé d'un pont dans le sud-ouest du Pakistan, a annoncé dimanche un représentant du gouvernement. «Les corps sans vie sont méconnaissables», a rapporté Hamza Anjum, un responsable du district de Lasbela, dans la province du Baloutchistan, où s'est produit l'accident. Hamza Anjum a indiqué que trois survivants avaient été secourus. Le bus transportait 48 personnes quand il a heurté un pilier avant de passer par-dessus le pont qu'il traversait, a-t-il expliqué. La mortalité sur les routes est importante au Pakistan, entre voies rapides en mauvais état, sécurité routière laxiste et conduites dangereuses. Les bus y sont souvent remplis jusqu'à la limite de leurs capacités et le port de la ceinture de sécurité n'est pas un réflexe répandu. Les acci-



dents de la route impliquant un seul véhicule sont donc fréquents. Selon l'Organisation mondiale de la santé, plus de 27.000 personnes sont mortes sur les routes du Pakistan en 2018.

PEROU :

La chute d'un car d'une falaise fait au moins 24 morts



Le car, qui transportait 60 passagers, a fait une sortie de route. Un drame de la route a endeuillé samedi le Pérou. Au moins 24 personnes, dont des Haïtiens, sont mortes lorsque leur car a chuté d'une falaise pour une raison inconnue dans la région de Piura, au nord de Lima, selon la

police qui avait d'abord parlé de 25 décès. Plusieurs personnes ont aussi été blessées et transportées vers des hôpitaux de la région, à El Alto et Mancora, a précisé la police sans pouvoir donner leur nombre. Le car transportait 60 passagers.

Des victimes piégées à l'intérieur du véhicule

Lors de l'accident, plusieurs passagers ont été éjectés par les fenêtres et d'autres ont été piégés à l'intérieur du véhicule. Le car de la société Q'orianka Tours avait quitté Lima et se dirigeait vers Tumbes à la frontière avec l'Équateur. Dans une zone non habitée proche de la ville d'Organos, il a fait une sortie de route alors qu'il lui restait environ 260 kilomètres à parcourir pour atteindre sa destination.

LOS ANGELES :

Trois personnes tuées par balle lors d'une fête près de Beverly Hills

Les trois victimes ont été retrouvées dans un véhicule stationné à l'extérieur d'une luxueuse maison située dans un quartier huppé de Los Angeles. La violence par les armes à feu continue d'endeuiller la Californie. Trois personnes ont été tuées par balle, et quatre autres blessées, lors d'une fête organisée samedi dans une luxueuse demeure près de Beverly Hills, quartier huppé de Los Angeles. Ce drame se produit alors que cet Etat des Etats-Unis est encore marqué par deux fusillades ayant fait 18 morts au total les 21 et 23 janvier.

Quatre blessés, dont deux gravement

Les trois victimes ont été retrouvées dans un véhicule stationné à l'extérieur. Les quatre blessés, dont deux gravement, ont été hospitalisés samedi. La maison où était



organisée la fête se situe dans une des zones les plus riches de Los Angeles, où les maisons valent plusieurs millions de dollars rivalisent de faste. Les enquêteurs pensent qu'un «rassemblement» y avait lieu mais n'en connaissent pas encore la nature, a précisé le policier Bruce Borihan.

CANADA :

Nomination d'une conseillère chargée de la lutte contre l'islamophobie

Le Canada a nommé jeudi sa toute première conseillère chargée de la lutte contre l'islamophobie, dans un pays marqué par une série d'attaques visant des communautés musulmanes ces dernières années. La

nomination d'Amira Elghawaby, une activiste et journaliste reconnue, "est une étape importante dans notre combat contre l'islamophobie et la haine sous toutes ses formes",

400 Palestiniens arrêtés par les forces sionistes depuis début 2023

Le Club des prisonniers palestiniens a annoncé, samedi, que l'armée sioniste a arrêté 400 Palestiniens depuis le début de cette année. "L'occupation a arrêté plus de 400 citoyens palestiniens de Cisjordanie, dont El Qods", a ajouté le club dans un communiqué relayé par des médias. Le club a indiqué, en outre, que les forces sionistes "ont arrêté et interpellé, au cours des dernières heures, jusqu'à samedi matin, pas moins de 45 citoyens palestiniens d'El Qods et ses environs, et des gouvernorats de Cisjordanie".

LIGUE NATIONALE DE FUTSAL :

Deux candidats en lice pour la présidence

L'Assemblée générale électorale (AGE) de la Ligue nationale de Futsal se déroulera, le 12 février prochain, avec deux candidats en lice pour la présidence, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF). Dans un communiqué publié sur son site officiel, la FAF a précisé que «le lieu de cette AGE sera désigné ultérieurement». Présidée par Baghdad Mebarki, la commission de candidatures a validé deux dossiers pour la présidence, à savoir ceux de Messaoud Cherift et Mohamed Salah Hachichi. L'instance fédérale a fait savoir que le dernier délai pour l'introduction des recours a été fixé au samedi 28 janvier jusqu'à 16h.

ROYAUME-UNI :

Rishi Sunak limoge le président de son parti, rattrapé par le fisc

Nadhim Zahawi avait soldé son litige avec le fisc mais n'avait pas déclaré l'enquête dont il faisait l'objet. Après avoir payé le fisc, Nadhim Zahawi paye le prix politique de son litige. Le président du parti conservateur britannique a été limogé par son Premier ministre, Rishi Sunak, a annoncé Downing Street ce dimanche.

Des voleurs prient avant de voler de l'argent dans un temple en Inde

Voici le moment insolite où deux hommes ont prié devant une divinité avant de voler de l'argent dans une boîte à dons installée dans un temple de l'Uttar Pradesh, en Inde. L'incident a été filmé le 22 janvier.

NUCLÉAIRE :

L'Iran frappé par une attaque de drones sur un site militaire

L'Iran a affirmé ce dimanche avoir repoussé une attaque menée dans la nuit par des drones sur un site militaire, dans un contexte de tensions liées au dossier nucléaire et à la guerre en Ukraine. Les autorités restaient très discrètes dimanche à la mi-journée après avoir annoncé avoir ouvert une enquête sur les causes de cette attaque non revendiquée.